

# EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION  
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS  
POLITIQUES INTERNATIONALES

**B.E.I.P.I.**

RÉDACTION ET ADMINISTRATION  
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8<sup>e</sup>  
Téléphone : EUrope 47-08

## SOMMAIRE

BRANKO LAZITCH. — La guerre que Mao ne fera pas.....	1	J. PERGENT. — Après la réduction des effectifs et la modernisation des moyens : Les forces armées soviétiques .....	13
Ingérence du P.C.I. dans le Parti socialiste italien .....	2	Bibliographie : <i>La condition humaine en Chine communiste</i> , par Suzanne Labin .....	16
La Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France et l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens au secours des communistes.....	4	Scènes de la vie soviétique : L'instituteur rural en Union soviétique....	17
Un étudiant africain écrit de Moscou.	5	Les relations sino-soviétiques en février 1961 .....	18
La révolution cubaine annexée par les communistes .....	6	NICOLAS LANG. — Dix ans de colonisation chinoise au Tibet : Conflit avec le Dalaï-lama .....	20
LUCIEN LAURAT. — Précisions sur le niveau de vie soviétique.....	9		

## La guerre que Mao ne fera pas

**V**OICI un an qu'à l'occasion du quatre-vingt-dixième anniversaire de la naissance de Lénine, les communistes chinois déterraient, dans l'œuvre abondante du grand bolchevick, des textes où il était affirmé que la guerre serait inévitable tant que subsisterait l'impérialisme, cette « forme suprême du capitalisme ». Depuis lors, le différend que les observateurs occidentaux guettent depuis dix ans et plus, entre les deux grands partis communistes, a pris à leurs yeux la forme d'un « conflit idéologique » dont aucun d'eux n'ose plus mettre en doute ni la réalité ni la profondeur. Qui plus est, alors qu'à la veille et au lendemain de sa victoire, Mao Tsé-toung passait le plus souvent pour le bon communiste, celui avec qui il serait sans doute possible de s'entendre, on lui attribue aujourd'hui des dispositions contraires. Les dirigeants communistes chinois préconiseraient plus ou moins ouvertement la guerre, la troisième guerre mondiale. Ils proposeraient en tout cas au mouvement communiste mondial, et d'abord à l'U.R.S.S., une politique internationale n'excluant pas l'éventualité de la guerre.

Ainsi est-il devenu à peu près de règle, dans la presse du monde libre, d'évoquer, à propos de la Chine communiste, une guerre

qu'elle ne peut ni conduire ni déclencher, la guerre mondiale, cette guerre qui serait nucléaire.

La première conséquence de cette illusion, de cette obsession, c'est que les Occidentaux, tout à la guerre que Mao ne nous fera pas, en oublient celles qu'il nous fait.

Aucun parti communiste au monde n'a tant vécu dans la guerre et d'elle que celui de la Chine. Allié du Kuomintang, il a mené à ses côtés la guerre intérieure contre les pouvoirs qui maintenaient la nation dans la servitude de l'étranger. Puis ce fut contre le Kuomintang, vainqueur et maître du pouvoir, qu'il poursuivit la guerre civile, jusqu'au jour où, assez longtemps après l'agression japonaise et sur l'ordre de Moscou, il offrit son alliance et son concours à Tchang Kai-check dans la guerre contre le Japon. Celle-ci était loin d'être à son terme que déjà Mao Tsé-toung et ses camarades reprenaient la lutte armée contre le gouvernement nationaliste dont ils avaient reconnu la légitimité en sollicitant son alliance. Ils devaient la poursuivre jusqu'à la victoire finale, en 1949.

Or, la victoire n'a pas mis fin aux humeurs belliqueuses des communistes chinois. En dix ans, la République populaire de Chine a sou-

tenu la guerre contre les Nations-Unies en Corée (sans qu'on sache si la responsabilité de l'agression incombe à Moscou ou à Pékin); mené au Tibet deux expéditions militaires singulièrement brutales (la seconde surtout); participé indirectement à la guerre communiste dans deux pays voisins, d'abord au Viet-nam, ensuite au Laos; multiplié les escarmouches préparatoires à la guerre qu'elle se propose toujours de mener pour la libération de Formose; provoqué des conflits de frontières avec trois pays voisins, la Birmanie, le Népal et l'Inde.

Cela ne l'empêche d'ailleurs pas de poursuivre à travers le monde, et pas seulement au voisinage de son territoire, la guerre politique, cette guerre qui est l'âme même du communisme, pour qui, selon un mot de Mao lui-même, « la politique est une guerre sans effusion de sang ».

Voilà un bilan que les communistes chinois ne peuvent pas juger mince, si belliqueux qu'on les veuille. Et c'est gratuitement qu'on leur prête le désir d'y ajouter la troisième guerre mondiale dont on évoque le spectre à peu près chaque fois que l'on fait allusion au « conflit idéologique » entre Pékin et Moscou.

On conviendra sans peine que les Chinois ne possèdent pas les moyens de faire cette guerre eux-mêmes: ils ne font pas partie du « club nucléaire ». Mais pourquoi voudraient-ils que cette guerre ait lieu? Ceux qui provoquent les deux guerres mondiales nourrissent l'illusion de gagner rapidement, et ils avaient en outre la certitude que leur vie ne courait aucun danger. Au contraire, aucun des

dirigeants des grandes puissances ne peut penser aujourd'hui que son pays resterait une oasis de paix et de tranquillité. On a écrit que Mao verrait sans peine la disparition de dizaines de millions de Chinois: il lui en resterait encore assez après l'hécatombe atomique pour s'imposer par le nombre. Mais ni Mao ni ses coéquipiers ni la « nouvelle classe » chinoise ne se croient à l'abri des bombes ou des radiations atomiques, et il faudrait leur supposer un dévouement fanatique à la révolution mondiale, un ascétisme, un renoncement à soi-même qu'ils n'ont pas, quoi qu'en prétende la légende, pour croire qu'ils puissent se précipiter ainsi au-devant de la mort pour la plus grande gloire du communisme.

D'ailleurs, par une contradiction paradoxale, c'est depuis que les observateurs occidentaux attribuent à Mao des visées bellicistes de cette ampleur que la politique étrangère de la Chine communiste a témoigné d'un peu plus de modération. Le gouvernement de Pékin a conclu un accord avec la Birmanie et le Népal pour régler les incidents frontaliers (qu'il avait lui-même proposé). Il a réglé le différend qui l'opposait au gouvernement de Djakarta à propos des Chinois résidant en Indonésie. Ses canons ont moins tonné contre Formose et ses avancées que les années précédentes, et il semble bien qu'au Laos, il ait cédé le pas aux Soviétiques dans l'aide apportée au Pathet-Lao.

Pourquoi alors cette discussion sur « la coexistence pacifique » et « l'inévitabilité des guerres » à laquelle on a consacré tant de discours dans les cercles supérieurs du com-

## INGÉRENCE DU P.C.I. DANS LE PARTI SOCIALISTE ITALIEN

Le 26 janvier 1961, la fédération de Rome du Parti communiste italien avait convoqué les représentants communistes de la C.G.I.L. et des commissions d'entreprises pour coordonner l'action dirigée contre les autonomistes socialistes au sein de la C.G.I.L. et des entreprises dans l'attente de l'imminent congrès national du P.S.I. Cette ingérence manifeste communiste a provoqué la lettre ouverte suivante des secrétaires socialistes de la chambre du travail de Rome, adressée au secrétaire général de la C.G.I.L. (le communiste Novella):

« Cher camarade, ce jour 26 janvier 1961, convoquée par la fédération romaine du P.C.I., a lieu une réunion du courant communiste des syndicats et des commissions d'entreprise pour discuter l'ordre du jour suivant: « le congrès du P.S.I. dans l'actuelle situation politique en Italie ». Nous ne voulons pas cacher notre étonnement devant cet étrange ordre du jour, mais il est évident que personne ne conteste au P.C.I. ni à nul autre parti le droit de discuter quoi que ce soit et de convoquer des militants engagés dans les activités les plus diverses. Nous souhaitons pour notre part que cette réunion serve à empêcher le transfert au sein du syndicat et des commissions d'entreprise des polémiques politiques et idéologiques qui ne regardent que les partis

— transfert qui ne servirait qu'à troubler le fonctionnement unitaire du syndicat et des commissions d'entreprise en en affaiblissant les possibilités d'action.

« Il est évident que si cette réunion devait servir à un but contraire, i.e. à introduire dans le syndicat et dans les commissions d'entreprise de façon organisée et coordonnée des éléments d'étroite polémique politique, cela constituerait une grave erreur en contraste absolu avec la répudiation affirmée de tout usage politique (strumentalismo) du syndicat.

« Avec la présente lettre, nous avons voulu souligner quelques périls que pourraient courir notre harmonie et notre fonctionnement unitaire dans les organismes où sont engagés en commun socialistes et communistes — périls que nous tous, militants de la C.G.I.L., avons le devoir d'écarter afin d'être cohérents avec nos conceptions à plusieurs reprises affirmées par nous tous. Il va de soi que le courant socialiste romain ne pourrait rester insensible et passif face à l'utilisation éventuelle de fonctions et de responsabilités syndicales pour renforcer la polémique contre le P.S.I.

« Salutations fraternelles. »

Antonio Pala et Angelo Mazzucchelli,  
Secrétaires de la chambre du travail de Rome.

munisme international, discussion dont on a eu des échos par la « *Nouvelle Revue Internationale* », la presse soviétique et celle de Chine, ainsi que par quelques révélations faites par N. Khrouchtchev et W. Ulbricht sur les débats du « VIII<sup>e</sup> Congrès du Komintern » ? Pourquoi tant de controverse sur une guerre que manifestement personne ne veut ?

En réalité, il ne s'est jamais agi d'un conflit entre les Chinois qui seraient favorables à la guerre et les Soviétiques qui lui seraient hostiles. Le débat s'est situé sur un autre plan. Il s'agissait de savoir si l'on devait admettre la révision d'un point de doctrine, celui de l'inévitabilité des guerres sous le règne de l'impérialisme, révision amorcée par Staline, poursuivie après sa mort par les Soviétiques, tout particulièrement depuis le XX<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. en 1956. Les Chinois n'ont ni pris le parti de la guerre mondiale (ils ont au contraire écrit souvent que « les forces de paix » pourraient l'emporter) ni condamné la « coexistence pacifique » (cette formule fait partie de leur langage habituel) ; ils ont tout simplement rappelé en avril 1960 une thèse de Lénine dont Khrouchtchev avait proposé la « révision » en 1956.

Pourquoi ce rappel ? Et pourquoi ces quatre années de retard ?

En décembre 1958, un communiqué du Comité central du P.C. chinois apprenait à la Chine et au monde que Mao Tsé-toung ne serait pas de nouveau candidat à la présidence de la République. Plus d'un interprète ce renoncement comme une demi-disgrâce, et personne ne prêta attention à l'intention que ce communiqué prêtait à Mao de « consacrer plus de temps à des travaux théoriques sur le marxisme-léninisme ».

Là pourtant était le mot de l'énigme.

On avait fait hommage à Mao des formules de la « démocratie nouvelle » pratiquée dans les pays tombés depuis la guerre sous le joug communiste. Son ambition de doctrinaire ne se bornait pas là, et au moment où il proclama qu'il allait consacrer plus de temps à l'étude, une nouvelle contribution à l'enrichissement de la doctrine était déjà en voie d'application. C'était les *communes populaires*, dont la réalisation permettait un passage plus rapide du socialisme au communisme. On faisait en Chine ce qu'on n'avait pas osé faire en U.R.S.S.

La tentative ne fut pas considérée d'un bon œil à Moscou, et, d'ailleurs, les Chinois durent bientôt battre en retraite, abandonner l'idée de passer directement au communisme : un long stage dans le purgatoire socialiste paraissait nécessaire. Ils n'en continuèrent pas moins leur expérience, dans le silence désapprobateur de Moscou, et cela jusqu'à la catastrophe agricole de l'an dernier, qui les contraignit à reformer les communes, et à revenir en arrière.

Ayant perdu cette première manche, Mao

## Une édition italienne d'Est & Ouest

**N**OUS avons le grand plaisir d'annoncer — et d'abord à nos lecteurs italiens — que notre Association publie, depuis le 10 mars de cette année, une édition italienne. Cette édition, qui paraît sous le titre **Documenti sul comunismo** (via Tevere 20, à Rome), reproduit, en les traduisant, les articles de notre bulletin. La matière contenue dans le numéro du 1<sup>er</sup> paraît en Italie dans celui du 10, et celle du numéro du 15 dans celui du 25. Nos amis italiens ne s'interdiront pas de puiser dans nos collections anciennes ou de remplacer certains des articles concernant, par exemple, le P.C. français par d'autres sur le P.C. italien : à cet égard, les deux éditions ne font pas double emploi et nos lecteurs italiens gagneront à les suivre toutes les deux. Nous en profiterons de notre côté.

Bien entendu, nous utiliserons au mieux les possibilités qui nous sont ainsi offertes. Bien entendu aussi, les éditeurs italiens de **Est & Ouest** voudront rester fidèles à ce qui est notre règle ici depuis plus de douze ans : ne pas prendre parti dans les luttes politiques et réserver tous les coups au seul ennemi de notre civilisation, le communisme soviétique.

Nous souhaitons une longue vie à notre jeune frère italien, et tenons à féliciter ceux qui ont entrepris de veiller sur lui et de le faire prospérer. Le péril communiste est assez grand en Italie pour que nous leur souhaitons un plein succès.

G. A.

chercha un autre terrain : il mit en relief une thèse de Lénine, dont les Soviétiques avaient entamé pratiquement la révision. Ainsi il se posait aux yeux des communistes comme le gardien vigilant de la doctrine, le vrai continuateur du maître. La paix du monde n'en était pas compromise pour autant, ni infléchie la politique du bloc communiste à l'égard de l'Occident, et pas davantage la cohésion du mouvement communiste mondial ne se trouvait ébranlée. Dans une de ces discussions byzantines, et quasi théologiques, que les communistes affectionnent, et derrière lesquelles se dissimulent le plus souvent des questions de personne, Mao a marqué un point, affirmant ainsi sa personnalité, contraignant les parvenus du Kremlin à lui reconnaître dans la direction doctrinale du communisme mondial une part qu'il voudrait beaucoup plus grande encore.

On peut être assuré d'ailleurs qu'il ne s'en tiendra pas là et qu'il saisira la première occasion de se poser encore en mentor doctrinal.

BRANKO LAZITCH.

## Après la révolte des étudiants africains de Moscou

### La Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (F.E.A.N.F.) et l'Union Générale des Étudiants Musulmans Algériens (U.G.E.M.A.) au secours des communistes

L'EFFET produit par les conflits survenus à Moscou entre les étudiants africains et les autorités soviétiques risquait d'être désastreux pour les communistes. Aussi se sont-ils employés à l'estomper en faisant dénoncer les étudiants protestataires par des organisations qui, sans être officiellement communistes, ne sont pas en mesure de refuser de rendre ce service aux communistes. C'est d'ailleurs lorsqu'elles se livrent à des besognes de ce genre que des organisations « noyautés » par les communistes révèlent leurs attaches secrètes avec le Parti (1).

Deux organisations estudiantines ont ainsi volé au secours du despotisme soviétique dénoncé par des étudiants africains, l'U.G.E.M.A. et la F.E.A.N.F.

L'Union générale des étudiants musulmans algériens est une filiale du F.L.N., mais il n'est pas douteux qu'elle est, de toutes les organisations de la rébellion algérienne, celle dans laquelle les communistes ont réussi à exercer le plus d'influence.

En tout cas, le *Miroir des étudiants* (qui paraît à Berlin), ayant publié la lettre ouverte par laquelle trois étudiants africains revenus de l'U.R.S.S. mettaient en garde leur gouvernement contre la politique soviétique à l'égard des étudiants noirs, sa rédaction reçut le 27 décembre une lettre de l'U.G.E.M.A. pour protester contre l'affirmation qu'il y aurait eu des étudiants algériens dans l'Association des étudiants africains formée à Moscou.

(1) Sur la situation des étudiants africains en Union soviétique, *Est & Ouest* a publié : *Le sort des étudiants africains en Union soviétique* (n° 244 - 16-31 octobre 1960); *Deux témoignages sur la vie des étudiants noirs à Moscou* (n° 249 - 1<sup>er</sup>-15 janvier 1961); *Deux années de lutte des étudiants africains à l'Université de Moscou - 1958-1960* (n° 251 - 1<sup>er</sup>-15 février 1961); *Nouvelle protestation des étudiants noirs en U.R.S.S.* (n° 252 - 16-28 février 1961).

« Dans cette lettre ouverte, ces trois anciens étudiants de l'Université de Moscou ont lancé une accusation contre le communisme à laquelle les étudiants algériens ne sauraient être associés.

« En effet, c'est un fait bien connu que de nombreux étudiants algériens poursuivent leurs études dans des pays étrangers, et notamment dans les démocraties populaires et en Union soviétique. Jusqu'à l'année dernière, nous avions une dizaine d'étudiants à Moscou qui sont groupés en section de l'U.G.E.M.A., comme d'ailleurs tous les étudiants algériens à l'étranger... A aucun moment, les étudiants algériens de Moscou ne se sont associés à une protestation quelconque ni à une accusation contre le communisme. » (*Le Miroir des étudiants*, n° 217, 16 janvier 1961.)

On donnera acte à l'U.G.E.M.A. de ce qu'elle ne désire ni protester contre le communisme ni l'accuser. Et l'on n'oubliera pas davantage que, le 28 février 1961, elle signait à Stockholm une déclaration commune avec le *Mouvement de la Jeunesse communiste de France* (*L'Humanité*, 3 mars 1961).

Il y a là, à l'égard du communisme et de ses organisations une complaisance que le F.L.N. et le G.P.R.A. n'ont jamais montré à ce point.

\*\*

La Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (F.E.A.N.F.) a elle aussi protesté, et cette protestation est à la fois plus scandaleuse encore et plus compréhensible.

Plus scandaleuse, parce que la F.E.A.N.F. s'en est prise ainsi à des étudiants noirs, victimes de la discrimination raciale soviétique. Plus compréhensible, parce que le noyautage de la F.E.A.N.F. est connu de longue date.

### Association d'Études et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8<sup>e</sup>

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, l'Association d'Études et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinzaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 30 NF pour six mois et 60 NF pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 75 NF pour un an et 90 NF si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

Dans le *Monde*, M. Philippe Decraene avait cru pouvoir noter que les membres de la F.E.A.N.F. n'étaient pas demeurés insensibles à la protestation des trois étudiants africains revenus de Moscou (27 décembre 1960). Il reçut de Dieng Amady Aly, président de la F.E.A.N.F., une lettre où on lisait :

« Dans son article, M. Philippe Decraene laisse entendre à ses lecteurs que nous sommes sensibles à « l'attitude de l'U.R.S.S. vis-à-vis des étudiants de couleur ». Au contraire, nous apprécions hautement l'aide consentie par les pays socialistes à nos peuples en lutte pour l'indépendance (exemple : la Guinée, etc.), et en particulier la création de l'Université de l'amitié des peuples à Moscou destinée à former des cadres africains. Le congrès a unanimement dénoncé les trois étudiants africains irresponsables qui ont fait des déclarations mensongères sur la situation des étudiants africains poursuivant leurs études en U.R.S.S. » (*Le Monde*, 9 février 1961.)

\*\*\*

Il n'est peut-être pas inutile de dire qui est l'auteur de cette lettre.

Sénégalais, inscrit à la Faculté de Droit, Amady Aly Dieng a été vice-président de la F.E.A.N.F. en 1959, rédacteur en chef de *L'Étudiant d'Afrique noire* en 1960, puis président de l'organisation. En 1957, il conduisait la délégation de la F.E.A.N.F. au Festival de la Jeunesse à Moscou, et en 1959 au Festival organisé par les mêmes à Vienne. En 1960, il a passé deux mois — août et septembre — en Chine populaire. C'est dire que l'attention des communistes s'est portée sur lui depuis longtemps. Il est vraisemblable d'ailleurs qu'il a en poche la carte du Parti communiste français. En tout cas, il joue un grand rôle à la tête de la section du P.A.I. en France.

D'ailleurs, sur les douze membres que comporte le Comité exécutif de la F.E.A.N.F., élu par le dernier congrès (décembre 1960), quatre au moins sont communistes, membres de l'U.P.C. ou du P.A.I.

On ne s'étonnera donc pas que le Congrès (qui s'est tenu dans un immeuble de la C.G.T. communiste) ait adopté, entre autres, une résolution par laquelle il charge son bureau d'empêcher les Africains qui ne sont pas communistes ou prêts à le devenir, de se rendre en U.R.S.S.

Voici ce texte significatif :

« Le XII<sup>e</sup> Congrès de la F.E.A.N.F.,

« Après avoir entendu les rapports détaillés présentés par les délégués africains en République socialiste de Tchécoslovaquie et en D.D.R. sur la situation exacte et la vie des étudiants dans ce pays.

« Considérant les possibilités illimitées et inconditionnelles offertes à nos peuples par le camp socialiste pour la formation rapide des cadres;

« Considérant que les pays socialistes sont toujours prêts à nous porter une aide technique décisive dans les moments critiques de notre lutte pour l'indépendance nationale;

« Considérant les possibilités d'infiltration d'Africains irresponsables et aventuriers et quelques fois agents de l'impérialisme lors des attributions des bourses pour l'étranger...

« ... Suggère à la F.E.A.N.F. et à l'U.G.E.A.O. (Union générale des étudiants d'Afrique occidentale) ainsi qu'à toutes les organisations africaines la constitution d'une commission pour l'étude

## Un étudiant africain écrit de Moscou

La lettre dont on trouvera ci-dessous la traduction a pour auteur un étudiant africain dont nous taillons le nom, le pays d'origine et les détails qui, dans sa lettre, permettraient de l'identifier. En effet, il se trouve encore pour un an en Union Soviétique. C'est par la valise diplomatique de son ambassade qu'il l'a fait parvenir à un compatriote qui, comme lui, a fait autrefois ses études à Moscou. La lettre était rédigée en dialecte africain.

Par mesure de précaution, les autorités soviétiques ont maintenu à l'Université de Moscou les étudiants africains dont les études en U.R.S.S. étaient déjà commencées au lieu de les faire inscrire à la nouvelle Université de l'amitié des peuples, réservée aux étudiants étrangers. Ainsi, les nouveaux venus seront-ils préservés de la contamination (1).

L'étudiant dont nous publions la lettre est un ancien. Il est donc demeuré à l'Université de Moscou. Il a ainsi pu enregistrer les changements survenus. Voici sa lettre :

« Je suis revenu sain et sauf à Moscou et j'ai commencé les cours. Comme je te l'ai déjà dit avant ton départ, c'est ma dernière année à l'Université de Moscou avant de partir pour les États-Unis ou la Grande-Bretagne, puisque, comme tu le sais, je suis d'expression anglaise...

« J'aime immédiatement à te dire que cette année tout va très mal à Moscou...

« On a séparé, à l'Université, les filles et les garçons. Dans notre ancienne zone... il n'y a, à l'heure actuelle, que des filles. Il n'est plus permis de rendre visite aux filles ni aux filles de fréquenter les garçons. Et pour comble, les visites dominicales (samedi et dimanche) de Moscou à la Cité universitaire sont interdites. Notre vie est pire qu'une prison...

« La décision est prise de retirer tous ces [Noirs] qui étudient dans les instituts en ville avec les Russes et de les ramener à la Cité. Toutes les chambres individuelles sont confisquées...

« Je vis pour le moment dans la zone..., chambre numéro..., mais je te prie d'envoyer tout courrier par notre ambassade...

« J'ai appris par la « Radio Voix de l'Amérique » que trois de nos camarades ont dénoncé ces mensonges russes au monde libre. Nous vous remercions beaucoup. Continuez. Il faut que le monde entier sache ce qui se passe en Russie avec nous... »

(1) On notera que, outre l'U.R.S.S. et les pays satellites, la Yougoslavie fait, elle aussi, un certain effort pour la formation des cadres africains.

L'agence yougoslave Tanyug a communiqué le 29 janvier, que sur les 133 bourses accordées par le gouvernement yougoslave aux étudiants étrangers, 84 avaient été attribuées à des Africains : 27 Algérie, 14 Ethiopie, 14 Soudan, 12 Ghana, 12 Togo, 5 Kenya. Le 9 mars, un nouveau groupe de 54 stagiaires noirs a débarqué sur l'aérodrome près de Belgrade. Ils venaient de trois pays : Guinée, Mali et Côte d'Ivoire. Ils doivent rester plusieurs années en Yougoslavie pour recevoir une formation spécialisée dans divers organismes économiques.

judicieuse des demandes qui leur seront transmises. »

Un tel zèle pour monter la garde autour de l'Union soviétique et empêcher que des étudiants africains d'esprit libre y aillent faire leurs études et voir ce qui s'y passe en dit long sur la docilité de la F.E.A.N.F. à l'égard du communisme international.

# La révolution cubaine annexée par les communistes

**S**i infaillible que ses adeptes le prétendent, le marxisme-léninisme ne leur avait pas permis de prévoir le triomphe de Fidel Castro à Cuba. Ils y croyaient si peu que, jusqu'à la dernière minute, les communistes cubains (qui, bien entendu, ne faisaient rien sans l'accord de Moscou) refusèrent leur appui au « *Mouvement du 26 juillet* », alors qu'ils accordaient leur soutien au dictateur Batista.

Toutefois, les communistes sont prompts à se reprendre. Ils le sont sur le plan de l'action, et il ne leur a fallu que quelques mois pour investir Castro, le faire prisonnier et s'implanter solidement dans la grande île des Caraïbes. Ils le sont aussi sur le plan doctrinal. Rien, dans l'œuvre de Marx, ne permettait de penser que la révolution socialiste commencerait dans une Russie encore agraire plus qu'aux trois quarts. De même, le marxisme ne laissait pas prévoir que le communisme progresserait plus vite dans nombre de pays sous-développés que dans l'Occident industriel. Toutefois, ces démentis que leur propre action apportaient à la doctrine n'ont jamais gêné Lénine et ses continuateurs. A l'aide de sophismes et d'affirmations aventureuses, ils ont fait entrer ces phénomènes inattendus dans le cadre de la doctrine. Ceux qui ont souci de logique et de vérité y trouveraient beaucoup à redire. Mais voilà longtemps que ce souci n'est plus communiste.

Adoptée par le communisme international, parrainée, exploitée par lui, la révolution cubaine devait recevoir une justification « marxiste-léniniste ». C'est ce qui vient d'être fait, en deux textes publiés à Moscou à quelques semaines l'un de l'autre.

En novembre 1960, la Conférence des 81 partis ouvriers et communistes — ce que nous avons appelé le VIII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste — adoptait un long document, sorte de nouveau « Manifeste communiste », moins génial assurément que celui de Marx, mais précieux cependant car il dictait aux partis communistes du monde entier l'action qu'ils auraient à mener dans les années qui viennent.

En janvier 1961, la revue du Comité central du P.C. soviétique, *Kommunist*, publiait, en son numéro 1, un article de Juan Marinello, président du Parti socialiste populaire cubain, lequel n'est autre que le Parti communiste de Cuba.

## **Cuba, premier « Etat indépendant de démocratie nationale »**

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les communistes inventèrent la formule de la « *démocratie populaire* » pour dissimu-

ler la conquête qu'ils avaient entreprise du pouvoir dans les pays d'Europe centrale et orientale.

La Déclaration de Moscou a introduit une formule du même genre dans le vocabulaire politique : celle d'*Etat indépendant de démocratie nationale*.

On lit dans le texte :

« *Dans la conjoncture historique actuelle, il se crée des conditions favorables, tant internationales qu'intérieures, à la formation dans de nombreux pays d'un Etat indépendant de démocratie nationale... Les partis communistes luttent énergiquement pour mener à bonne fin la révolution anti-impérialiste, anti-féodale et démocratique, pour créer des Etats de démocratie nationale...* »

Le régime ainsi dénommé était longuement défini dans la déclaration, mais cette définition théorique se trouva tout particulièrement éclairée par le rapport que Walter Ulbricht fit des travaux de la Conférence de Moscou devant le Comité central du S.E.D. Il mit en parallèle la République Arabe Unie, qui n'est pas encore parvenue à ce stade d'évolution et la République cubaine, qui offre déjà le modèle d'un « *Etat de démocratie nationale* ».

« *Indiscutablement, assura-t-il, la révolution du peuple cubain a créé un Etat national démocratique. Cet Etat n'a pas seulement réalisé les tâches du mouvement national et de la révolution démocratique; il a engagé la lutte pour le progrès social le plus large. A la différence de Cuba, la République Arabe Unie a affirmé son indépendance nationale, mais elle est restée encore largement dépendante économiquement du capitalisme nord-américain et de l'impérialisme occidental, de même qu'elle n'a pas sur le plan intérieur établi l'ordre démocratique...* »

Ainsi trois éléments caractérisent l'« *Etat indépendant de démocratie nationale* » :

1) l'indépendance nationale et politique, c'est-à-dire la rupture de toutes les alliances militaires, diplomatiques, etc., avec le bloc occidental et le passage au « *neutralisme positif* » dans la politique internationale;

2) la rupture des relations économiques et commerciales avec le monde occidental et la création de liens de ce genre avec le bloc communiste;

3) « *l'ordre démocratique à l'intérieur* », c'est-à-dire la participation du Parti communiste local aux affaires du pays, le degré de « *démocratie* » étant mesuré par les communistes selon la part qu'ils peuvent prendre au pouvoir (la démocratie étant totale lorsque le pouvoir est entièrement dans leurs mains).

De tous les chefs asiatiques, arabes ou

latino-américains, seul le régime de Fidel Castro remplit ces trois conditions aux yeux des communistes. Nasser remplit entièrement la première condition, insuffisamment la deuxième, pas du tout la troisième. Kassem, de son côté, remplit la première condition, mais ni la deuxième ni la troisième (depuis les événements de Kirkouk). Nehru et U Nu ne remplissent pas non plus les deux dernières conditions, alors que Soekarno manifeste quelque velléité de remplir partiellement la deuxième et la troisième conditions. Seul, Fidel Castro fournit l'exemple parfait.

### Le président du P.C. sur la révolution cubaine

L'article de J. Marinello, intitulé « Deuxième anniversaire de la révolution cubaine », offre un mélange typiquement communiste de mensonges grossiers, d'aveux significatifs et de projets d'avenir.

*Mensonges* : Toute la première partie consacrée à Batista et à la lutte contre son régime repose sur deux contre-vérités, à savoir que les communistes étaient à l'avant-garde de la lutte et qu'ils étaient les soutiens les plus sûrs de Fidel Castro. Juan Marinello écrit :

*« Pourri jusqu'à la moelle, vénal, sanglant, ce régime ne pouvait pas ne pas provoquer la résistance héroïque du peuple. Des hommes d'idées et de convictions diverses se levèrent contre la tyrannie barbare de Batista. Vingt mille hommes et femmes, habitants des villes et des campagnes, tombèrent dans la lutte pour la liberté. Les buts et les problèmes de ceux qui militaient contre la tyrannie de Batista n'étaient pas les mêmes. Chacun agissait selon son appartenance de classe et sa conscience révolutionnaire. »*

*« La classe ouvrière, la paysannerie et leurs représentants d'avant-garde déclarèrent plus d'une fois, au cours des sept terribles années de gouvernement Batista, qu'un compromis avec la tyrannie était impossible. Le Parti socialiste populaire avait toujours considéré que c'est seulement avec l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de front national qu'on pourrait commencer à résoudre les grands problèmes posés au cours de la lutte, et il dénonçait impitoyablement toute tentative des éléments réactionnaires d'arriver à un accord avec la dictature. L'unique voie correcte, indiquait le Parti, était de mobiliser les masses populaires pour la lutte révolutionnaire visant à renverser le tyran. C'est pourquoi le Parti soutenait toute manifestation des masses, apportait une aide active à l'organisation de grèves, prenait part tant au mouvement insurrectionnel paysan dirigé par Fidel Castro qu'aux manifestations de combat de la population urbaine. Les pertes subies par le Parti sur les différents fronts de la lutte populaire témoignent avec éloquence de ce que ses paroles ne se séparaient pas de son action. Dans le processus de lutte pénible et longue contre la tyrannie, un nouveau type de dirigeants s'est formé, capables d'entreprendre la solution des problèmes fondamentaux qui se po-*

*saient à Cuba en raison de la domination impérialiste. Fidel Castro est un exemple d'un tel dirigeant. »*

Or, ex-ministre de Batista, Marinello est bien placé pour savoir qu'il n'y eut aucune répression sanglante contre les communistes et que ceux-ci d'ailleurs ne déclenchèrent aucune action importante contre Batista. Voici quelques faits brièvement rappelés par Yves Guilbert dans un livre qui vient de paraître : « *Castro l'infidèle* » (Ed. Table Ronde) : « *L'impression et le tirage de ces nombreux journaux communistes ne sont jamais perturbés et l'envoi de l'organe de presse principal (La Carta Semanal) se fait de la manière la plus officielle, sous bande ordinaire et par distribution postale. Il y a mieux. Les communistes participent à l'administration du gouvernement et s'infiltrèrent dans le propre parti de Batista, le Parti d'action progressiste. A l'exception d'Annibal Escalante, directeur de Hoy, aucun des dirigeants n'a été arrêté ni inquiété. Ils vivent au grand jour à La Havane, où des journalistes étrangers peuvent les trouver et les interroger sur la politique du Parti. Quand le 1<sup>er</sup> janvier 1959, les prisons sont ouvertes, on n'y trouve pas de communistes. »*

Quant à l'aide prétendue des communistes au Mouvement du 26 juillet, il suffit de dire que les communistes ont saboté l'ordre castroïste de grève générale d'avril 1958 et le troisième jour ont donné l'ordre aux militants et aux ouvriers de reprendre le travail, qu'ils ont qualifié Castro souvent de « *putschiste* », de « *petit-bourgeois* », d'« *homme d'Eglise, ayant reçu une aide politique, financière et militaire des Etats-Unis* ». En août 1958, le Mouvement du 26 juillet avait d'ailleurs dénoncé la complicité des communistes avec le pouvoir, citant en particulier l'exemple de Juan Marinello, président du Parti, et Blas Roca, secrétaire général, qui vivent tranquillement à La Havane, tandis que tous les opposants sont traqués.

*Aveux* : Marinello ne peut pas cacher qu'à ses débuts, le nouveau pouvoir révolutionnaire n'était nullement favorable à la coopération avec les communistes. Il écrit à ce propos :

*« Au début, des représentants des éléments antipopulaires qui rêvaient de mettre à la place de Batista un autre valet de l'impérialisme américain s'étaient agglutinés à la révolution. Cela apparut dès les premiers jours qui suivirent la victoire du peuple. Des tendances différentes et contradictoires se manifestèrent au gouvernement après le 1<sup>er</sup> avril 1959. Les vrais révolutionnaires, en premier lieu la direction du Parti socialiste populaire, soulevèrent bientôt la question de la nécessité de procéder à des changements importants dans la composition du gouvernement. Et, en effet, les succès de la révolution ne devinrent tangibles que lorsque des hommes aussi pro-impérialistes que le président Urrutia et le ministre des Affaires étrangères Agramonte eurent été écartés de la direction du pays et que Fidel Castro eut été nommé aux fonctions de Premier ministre. »*

Marinello choisit bien ses « bouc-émissaires » : c'est Roberto Agramonte qui avait déclaré dans une conférence de presse, le 25 janvier 1959 : « *Les relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. ne seront pas rétablies et les communistes seront écartés du gouvernement, car leurs principes ne peuvent se concilier avec les principes démocratiques qui constituent la base de la révolution.* »

**Projets d'avenir :** Les communistes ne prévoient ni « coup de Prague » ni même la transformation de Cuba en un autre Guatemala des années 1953-1954. La raison en est simple, comme Carlos Rafael Rodriguez, rédacteur en chef de *Hoy* et un autre ancien ministre de Batista, l'ont avoué à un journaliste du *New York Times*, il y a à peine trois mois : un acte brutal des communistes pour transformer Cuba en une « démocratie populaire » aurait risqué de provoquer une triple réaction hostile : de la population cubaine, de Castro lui-même (nullement désireux de jouer le rôle de Bénès) et des Etats-Unis d'Amérique à qui on aurait ainsi fourni le prétexte qui leur manque pour intervenir militairement à Cuba.

D'après Marinello quatre piliers du nouveau régime intéressent principalement le P.C. : l'armée, la milice, les syndicats (y compris la paysannerie) et le front entièrement uni, comme Marinello l'écrit :

« *En ce deuxième anniversaire, le rapport des forces à Cuba apparaît nettement : d'une part, une minorité hostile à la révolution, de l'autre, l'immense majorité du peuple prête à défendre ses conquêtes. En même temps, des facteurs importants qui attestent le mouvement en avant de la révolution se sont nettement manifestés. La discipline et l'organisation de l'armée insurrectionnelle se sont renforcées, sa conscience politique a augmenté. L'armée a été épurée des traîtres, des éléments hésitants et anarchistes, et aujourd'hui elle se présente comme une force révolutionnaire, une avec le gouvernement dans ses buts.*

« *Le nombre, la croissance, la fermeté et la combativité de la milice populaire composée d'ouvriers, de paysans, d'étudiants et de petits bourgeois urbains, sont aussi considérables qu'évidents. Il n'est pas exagéré de dire qu'à l'heure actuelle les détachements populaires armés sont capables de repousser la plus vaste intervention.*

« *Si grands que soient les résultats obtenus dans le renforcement de la capacité de dé-*

*fense du pays, les succès remportés dans la création de l'unité des forces révolutionnaires sont encore plus considérables. Des organisations de masse comme le Mouvement du 26 juillet, le Directoire révolutionnaire du 13 mars et le Parti socialiste populaire agissent en contact de plus en plus étroit. Les buts de la révolution et ses tâches immédiates se précisent de plus en plus clairement. La perspective de création d'une grande force révolutionnaire unique capable d'achever le processus de libération commencé se dessine de plus en plus nettement. L'Union des Jeunesses socialistes a adopté à son dernier congrès la résolution de rassembler en une force unique tous les jeunes gens et jeunes filles prêts à lutter pour la grande cause commencée à Cuba. Inspirées par les mêmes buts, diverses organisations féminines ont fusionné en une seule association.*

« *On ne peut pas ne pas signaler les succès remportés par les syndicats ainsi que par la paysannerie. Après l'élimination du mouvement syndical des traîtres, a commencé un processus conscient d'épuration et de lutte pour l'unité qui représente une des conditions décisives du triomphe de la révolution. La conscience des travailleurs cubains s'est sensiblement accrue. Ils proposent par exemple de ne pas augmenter pour le moment les salaires, qui ne sont nullement élevés, donnent une partie de leurs gains modestes pour le développement de l'industrie, le renforcement de la défense du pays. De leur côté, les unions paysannes renforcent leur organisation et étendent leur activité. La révolution a apporté au paysan la terre, une vie meilleure, et il lui donne toutes ses forces, défendant avec le gouvernement révolutionnaire et l'armée insurrectionnelle ses droits et les intérêts de tout le peuple.*

« *Le Parti socialiste populaire a toujours été à Cuba un grand combattant de l'unité. Il se rend compte qu'il importe de renforcer l'unité de toutes les couches, mais avant tout des classes qui sont la force de propulsion la plus conséquente de libération nationale. Voilà pourquoi tous ses efforts visent en ce moment à renforcer la conscience et à unifier les actions de la classe ouvrière et de la paysannerie. Là est le gage de la défense et du développement de la révolution. Les succès ici ne sont pas douteux.* »

Des trois mouvements politiques dont parle Marinello en vue de l'unification, l'un a été dissous, puis reconstitué sur le papier (le Directoire du 13 mars), le deuxième n'a jamais organisé son propre appareil (Mouvement du 26 juillet); il ne reste que le troisième : le P.C. qui agit en tant que force organisée. L'unification de ces forces, préconisée par Marinello aurait pour double résultat d'abord la prédominance des communistes dans ce Front national et ensuite leur participation à part égale à l'exercice du pouvoir. C'est l'objectif que les communistes cubains vont essayer d'atteindre dans les mois à venir.

B. L.

**APRÈS AVOIR LU  
EST & OUEST  
NE LE DÉTRUISEZ PAS  
ENVOYEZ-LE A UN AMI**



# Précisions sur le niveau de vie soviétique

**P**UISQUE l'agriculture et l'élevage soviétiques restent à l'ordre du jour, il n'est pas inutile d'examiner de plus près le problème du niveau de vie en U.R.S.S., étroitement lié à la production agricole dans un pays où l'alimentation constitue, comme dans tous les pays pauvres, la fraction de loin la plus importante des budgets familiaux. Depuis quelques années, les témoignages se multiplient selon lesquels le train de vie du Soviétique moyen s'est incontestablement relevé par rapport à la fin de l'ère stalinienne. Ces témoignages sont trop concordants pour que l'on puisse les mettre en doute, et ils sont en outre confirmés par les statistiques. Non point, évidemment, par celles de la progression des ventes au détail dont le bluff est aujourd'hui avoué par Khrouchtchev en personne, ni par les chiffres falsifiés quant à la consommation par tête d'habitant. Des modes de calcul plus sûrs permettent cependant de constater que le niveau d'existence des Soviétiques s'est relevé depuis la mort de Staline.

Pour mesurer ce relèvement, deux méthodes sont à écarter d'emblée : le calcul du « salaire réel » résultant de la comparaison de l'indice des prix de détail et de l'indice du salaire moyen, et la production par tête d'habitant.

La première méthode est inapplicable à l'U.R.S.S. parce qu'il n'y existe ni indice des prix ni indice des salaires, ou pour être plus précis : les deux indices sont depuis près de trente ans secrets d'Etat et connus des seuls « sommets » du Parti et de la Statistique. La seconde — la production (1) par tête d'habitant — ne saurait être prise en considération du fait du grossissement abusif des quantités produites. Les derniers chiffres tant soit peu dignes de foi remontent à 1953; ils ont été fournis par Khrouchtchev, Malenkov et Mikoïan en automne 1953 en quantités globales et fort complaisamment publiés par M. Jean Romeuf dans sa brochure « *Le niveau de vie en U.R.S.S.* » à la page 60.

Signalons en tout cas que la consommation par tête d'habitant indiquée par M. Romeuf est inférieure à la réalité. Ce n'est évidemment pas pour noircir le tableau que M. Romeuf a publié des chiffres par trop défavorables. Il prêtait à l'époque — comme d'ailleurs tout le monde — à l'U.R.S.S. une population dépassant la réalité d'environ dix millions d'individus. Ce n'est qu'en février 1956 que l'on apprit que la population de l'U.R.S.S. était de 200,2 millions d'habitants, alors que tous les spécialistes l'évaluaient à un chiffre compris entre 210 et 215 millions. Il était donc inévitable qu'en divisant la production globale par une population trop éle-

vée, M. Romeuf aboutit à une trop faible consommation par tête d'habitant.

Les deux méthodes indiquées étant à écarter, il n'en reste plus qu'une troisième et dernière, plus complexe et plus laborieuse, mais infiniment plus sûre. C'est celle qui consiste à choisir — faute d'un indice général des prix — les prix connus et facilement vérifiables de quelques denrées essentielles et de confronter ces prix — faute d'un indice général des salaires — avec le salaire moyen; bien que le calcul de celui-ci ne soit pas de tout repos (il y a des spécialistes plus optimistes et d'autres moins optimistes), il n'en représente pas moins une donnée moins sujette à caution que des quantités soi-disant produites, qui n'existent que sur le papier. En cas d'incertitude ou d'hésitation, on choisit l'évaluation la plus favorable pour éviter tout soupçon de partialité.

Deux réserves, cependant, s'imposent. D'une part, la qualité des produits soviétiques n'atteint pas celle des produits occidentaux. D'autre part, le salaire moyen soviétique, si moyen et médiocre qu'il soit, est supérieur à ce que l'on entend en Occident par ce terme, parce qu'il comprend les revenus des « managers » dont une grande partie figure chez nous dans d'autres rubriques que le salaire, notamment dans celle des bénéfices. Si peu importante que soit quantitativement cette « nouvelle classe » de la société soviétique, le formidable écart de l'éventail des rémunérations fait que son poids spécifique infléchit sensiblement le salaire soviétique « moyen » vers le haut.

Ces réserves faites, on peut aborder le problème sans risquer d'erreurs excessives. Et si erreurs il y a, elles avantagent les admirateurs plutôt que les « détracteurs » pour les raisons que nous venons d'exposer.

## Depuis la mort de Staline

Nous indiquons ci-dessous le prix d'un certain nombre de denrées en 1953 et en 1959. Ceux de 1960 sont identiques à ceux de 1959 puisque la pratique des baisses annuelles, inaugurée en 1949, fut abandonnée en 1955. Nous admettons pour 1953 un salaire moyen de 460 roubles par mois; ce chiffre excède légèrement celui calculé par Solomon Schwarz dans le *Courrier socialiste* de New York (avril 1952) et recoupé par nous-même sur la base des emprunts forcés de cette époque (2). Pour 1959-1960, nous admettons un salaire moyen de 650 à 700 roubles, bien que ce dernier chiffre nous paraisse excessif.

Voici comment ont évolué, pendant cette période, les prix des principales denrées (les chiffres s'entendent en anciens roubles) :

(1) L'U.R.S.S. vivant en quasi-autarcie, la consommation et la production sont à peu près identiques. Les importations et les exportations sont insignifiantes par rapport à la production.

(2) Dans son ouvrage *Les Ouvriers en Union Soviétique* (p. 291), le même auteur indique, pour 1954, un salaire annuel moyen de 5.600 à 5.800 roubles, ce qui fait 470 à 480 roubles par mois.

	1953	1959/60
Pain de seigle (le kg)...	1,35	1,30
Beurre (le kg).....	26,10	27,50
Viande de bœuf (le kg)	12,75	16,00
Sucre (le kg).....	10,70	9,40
Lait (le litre).....	2,55	2,50
Pâtes alim. (le kg)...	4,35	5,75
Pommes de terre (le kg)	0,70 (a)	1,25 (a)
Œufs (les 10).....	8,00	9,00

(a) Moyenne des extrêmes annuels.

Le lecteur sera peut-être étonné de constater que les prix de 1959-1960 sont parfois plus élevés que ceux de 1953, ce qui semble en contradiction avec les baisses annuelles des prix. Mais il ne faut pas oublier que la dernière baisse massive eut lieu en avril 1953, au lendemain de la mort de Staline, et que celle de 1954, peu importante, fut la dernière.

Le salaire annuel moyen pouvait ainsi acheter les quantités suivantes :

	1953	1959/60
Pain de seigle (kg).....	340	520
Beurre (kg).....	18	24
Viande de bœuf (kg).....	36	42
Sucre (kg).....	43	72
Lait (litres).....	180	270
Pâtes alimentaires (kg)....	106	117
Pommes de terre (kg).....	657	540
Œufs (dizaines).....	57	75

Le pouvoir d'achat du salaire mensuel moyen s'est donc relevé dans les proportions suivantes depuis 1953 :

Exprimé en :

Pain de seigle.....	53 %
Beurre.....	33 %
Viande de bœuf.....	17 %
Sucre.....	67 %
Lait.....	50 %
Pâtes.....	10 %
Pommes de terre....	— 18 %
Œufs.....	32 %

Ce relèvement paraît rapide, et les touristes occidentaux qui reviennent de Russie ont sans aucun doute raison en affirmant que les Soviétiques leur ont fait part de leur satisfaction.

#### Où ils en étaient en 1953...

La plupart des Soviétiques n'ont jamais connu que la misère. Ceux qui peuvent se souvenir d'une situation normale, de celle des années 1924-1928, ont aujourd'hui plus de cinquante ans et ne représentent même pas

le quart de la population. Pour se rendre compte du train de vie d'aujourd'hui, il importe donc de le comparer à celui de 1928, dernière année de la N.E.P., avant la collectivisation forcée de l'agriculture. Dans le tableau ci-dessous, nous ajoutons les chiffres relatifs à 1938, qui illustrent le mieux la situation à la veille de la guerre. Le salaire mensuel moyen était de 60 roubles en 1928 et de 288 roubles en 1938.

#### Prix des denrées (anciens roubles)

	1928	1938
Pain de seigle.....	0,08	0,85
Beurre.....	2,43	20,00
Viande de bœuf.....	0,87	9,50
Sucre.....	0,62	4,10
Lait.....	0,25	1,60
Pâtes.....		5,00
Pommes de terre.....	0,09	0,40
Œufs.....	2,00	6,50

Le pouvoir d'achat du salaire moyen était donc le suivant :

	1928	1938	1953
Exprimé en :			
Pain de seigle (kg).....	750	339	340
Beurre (kg).....	25	15	18
Viande de bœuf (kg)....	69	30	36
Sucre (kg).....	97	70	43
Lait (litres).....	240	180	180
Pâtes (kg).....		58	106
Pommes de terre (kg)...	667	720	657
Œufs (dizaines).....	30	44	57

Voici de combien le pouvoir d'achat a diminué ou augmenté :

	De 1928 à 1953	De 1938 à 1953	De 1928 à 1938
Pain de seigle.	— 55 %	0 %	— 55 %
Beurre.....	— 28 %	+ 20 %	— 40 %
Viande de bœuf	— 48 %	+ 20 %	— 57 %
Sucre.....	— 56 %	— 39 %	— 28 %
Lait.....	— 25 %	0 %	— 25 %
Pâtes.....		+ 83 %	
Pom. de terre.	— 1 %	— 9 %	+ 8 %
Œufs.....	+ 90 %	+ 29 %	+ 47 %

Ce tableau met en évidence :

1° que la chute du pouvoir d'achat du salaire pendant l'ère stalinienne (1928-1953) est abrupte : ce fut l'inévitable conséquence de la collectivisation forcée de l'agriculture ;

2° que, contrairement à ce que d'aucuns se plaisent à prétendre, cette chute n'est pas la

conséquence de la guerre : les colonnes 2 et 3 du tableau ci-dessus l'attestent; en 1953, la situation s'était même quelque peu améliorée par rapport à 1938;

3° qu'en partant d'un niveau aussi misérable que celui de 1953, il était facile de remonter à un « standing » qui — le tableau suivant en témoigne — n'atteint toujours pas celui de 1928 !

#### Evolution du pouvoir d'achat depuis trente-deux ans (1960 par rapport à 1928)

Exprimé en :

Pain de seigle .....	— 31 %
Beurre .....	— 4 %
Viande de bœuf....	— 39 %
Sucre .....	— 26 %
Lait .....	+ 13 %
Pâtes (1960 sur 1938)	+ 100 %
Pommes de terre...	— 19 %
Œufs .....	+ 150 %

A l'exception du lait et des œufs (nous ne parlons pas des pâtes pour lesquelles la référence de 1928 fait défaut), le pouvoir d'achat du salaire mensuel reste encore largement inférieur à celui de 1928.

On estimait, en 1928, que le niveau de vie dépassait alors de 10 % celui de 1913. Mesure-t-on ce que cela veut dire si les Soviétiques se réjouissent en 1959-1960 de l'amélioration de leur train de vie? ILS ONT RETROUVÉ, APRÈS PLUS DE TRENTE ANS DE CRUELLES ÉPREUVES, UN STANDING COMPARABLE A CELUI DONT LEURS PÈRES ET GRANDS-PÈRES « JOUISSENT » DANS L'EMPIRE DES TSARS. Quel salaire français, allemand, anglais, sans parler des Américains, accepterait aujourd'hui de vivre comme il y a plus d'un demi-siècle ?

#### Comparaisons internationales

De ce qui précède, il résulte que le fossé entre le niveau d'existence soviétique, égal à celui de 1913 en dépit du relèvement observé depuis 1953, et le train de vie des salariés occidentaux s'est élargi. Les chiffres montrent de quel côté du rideau de fer il est permis de parler de « paupérisation » — absolue ou relative, peu importe.

#### NUMÉROS ÉPUIÉS

Nous serions heureux que ceux de nos lecteurs qui ne gardent pas la collection d'« Est & Ouest » nous retournent gracieusement, s'ils les possèdent encore, leurs exemplaires des numéros suivants de 1960 — complètement épuisés dans nos collections :

Nos 230, 239, 240, 241, 242 et 245

Merci !

En 1928, la hiérarchie internationale des salaires réels s'établissait comme ci-dessous (3) :

U.R.S.S. ....	100
France .....	112
Allemagne .....	142
Pays-Bas .....	170
Suède .....	176
Grande-Bretagne .....	200
Canada .....	310
Etats-Unis .....	370

La situation présente ne peut plus être illustrée par une comparaison d'indices puisque les indices soviétiques ne sont plus connus. Mais reprenant une étude publiée en avril 1960 par M. Edmond Nash dans la revue américaine *Monthly Labor Review*, Solomon Schwarz, dans le *Courrier socialiste* d'octobre 1960, y introduit le nouveau rouble à la place de l'ancien, ce qui rend la comparaison plus facile. Elle est facilitée encore davantage par le fait (que Schwarz ne pouvait prévoir au moment où il écrivait son article) que le rouble fut dévalué en novembre dernier. Désormais, le dollar vaut 90 kopeks, la comparaison ne nécessite plus de longs calculs puisque le rouble est officiellement, à 10 % près, l'équivalent du dollar, et le kopek l'équivalent du cent.

Le tableau ci-dessous compare le gain horaire d'un ouvrier d'usine de Moscou et de New-York. Pour ne pas être taxé de partialité, Schwarz admet un gain horaire de 44 kopeks, en soulignant d'ailleurs que les salaires de Moscou sont et ont toujours été plus élevés que la moyenne soviétique. Nous résumons ces données au tableau ci-dessous (4) :

	Moscou (N.R.)	New-York (dollars)
Gain horaire .....	0,44	2,17
Prix :		
Pain de seigle (kg)....	0,13	0,47
Pommes de terre (kg) .	0,10	0,13
Viande de bœuf (kg) . .	1,20	1,67
Beurre (kg) .....	2,70	1,63
Sucre (kg) .....	0,94	0,24
Lait (litre) .....	0,22	0,29
Œufs (les 10).....	0,80	0,52
Thé (les 50 g).....	0,38	0,20
Costume d'homme ...	110,00	50,41
Chaussures d'homme .	24,50	15,10
Robe de femme.....	29,40	10,00

(3) Solomon Schwarz, *Les Ouvriers en Union Soviétique* (p. 299). — Cette comparaison repose sur la confrontation des indices des prix et des indices des salaires moyens, les uns et les autres étant encore, à l'époque, du domaine public en U.R.S.S.

(4) Les chiffres se rapportent au mois d'août 1959.

Voici ce que les chiffres moscovites représentent en % des chiffres new-yorkais :

Gain horaire .....	20 % (soit 1/5 <sup>e</sup> )
Pain de seigle.....	28 %
Pommes de terre.....	77 %
Viande de bœuf.....	72 %
Beurre .....	166 %
Sucre .....	392 %
Lait .....	76 %
Œufs .....	154 %
Thé .....	190 %
Costume .....	218 %
Chaussures .....	162 %
Robe .....	294 %

Comme le gain horaire moscovite est le cinquième du gain horaire new-yorkais, il est facile de traduire ce gain horaire en objets de consommation. Le pouvoir d'achat du gain horaire moscovite représente les pourcentages suivants du gain horaire new-yorkais (nous ajoutons entre parenthèses les pourcentages du pouvoir d'achat russe par rapport au pouvoir d'achat du salaire moyen français que nous avons calculés dans le n° 248 d'*Est & Ouest*, p. 7) :

Pain .....	72 %
Pommes de terre.....	26 % (20 %)
Viande de bœuf.....	28 % (33 %)
Beurre .....	12 % (39 %)
Sucre .....	5 % (15 %)
Lait .....	26 % (32 %)
Œufs .....	13 % (34 %)
Thé .....	10 %
Costume d'homme .....	9 % (21 %)
Chaussures d'homme .....	12 % (18 %)
Robe de femme.....	7 %

Pour faire mieux comprendre ces pourcentages et pour dissiper tout malentendu, nous prendrons l'exemple extrême du sucre. Celui-ci est quatre fois moins cher à New-York qu'à Moscou. Mais comme le gain horaire est cinq fois moins élevé à Moscou qu'à New-York, le pouvoir d'achat du salaire traduit en sucre est vingt fois plus bas à Moscou qu'à New-York (soit 5 %). Un autre exemple : le thé coûte à Moscou le double de ce qu'il coûte à New-York. Avec un salaire qui n'est que le cinquième du salaire new-yorkais, le Moscovite ne peut acheter que le dixième du thé que peut acquérir son collègue américain.

Par rapport aux salaires français, les pourcentages russes sont dans l'ensemble (sauf pour les pommes de terre) plus élevés que par rapport aux salaires américains, ce qui est dans la nature des choses, puisque le salaire réel américain est plus élevé — parfois même considérablement — que le salaire réel français.

Il ressort en tout cas de cette comparaison que la hiérarchie U.R.S.S./U.S.A., établie en 1928, n'est plus valable aujourd'hui. Elle ne va plus de 1 à 3,7, mais elle s'échelonne depuis 1 à 4 (pommes de terre, viande, lait) jusqu'à 1 à 20 (sucre) en passant par 1 à 8, ce qui paraît être la moyenne.

Restons-en là aujourd'hui en reposant la question : *Rattraper et dépasser ? ET AVEC QUOI ?* En considérant la crise agricole...

LUCIEN LAURAT.

## LA PRODUCTION EST-ALLEMANDE 1960

L'ORGANE officiel du Comité central du parti communiste Est-allemand, *Neues Deutschland*, a publié le 3 février 1961 le compte rendu annuel 1960 de la production Est-allemande, rédigé par l'Institut central des statistiques de la R.D.A. Ce document fournit surtout des chiffres absolus qui, en comparaison avec la production absolue de 1959, permettent de faire ressortir un sensible progrès en 1960.

Pour la production industrielle, toutefois, ce rapport admet que les normes 1960 n'ont pas été réalisées dans les domaines suivants (sans fournir des détails sur lesdites normes : en effet, le plan septennal 1959-1965 (loi du 1<sup>er</sup> octobre 1959) n'en fournit que pour 1958, 1961 et 1965) : acide sulfurique, soude calcinée, soude caustique, pellicules photographiques, chlorure de polyvinyle, polyacryle, ciment, tuiles, turbines à vapeur, tours-revolvers, tours automatiques, faucheuses-batteuses, dragues, laminoirs, machines à coudre, réfrigérateurs, tissus de laine, rideaux, papiers peints (dans l'ordre présenté !). Le rapport ne dit mot des productions importantes suivantes pour lesquelles les normes 1960 avaient été fixées par le deuxième plan quinquennal (voté le 9 janvier 1958) : gaz, houille, nitrates, caoutchouc synthétique, béton, briques, moteurs électriques, cuir, coton, transformateurs, etc. Les deux sources énergétiques principales de la R.D.A. sont restées en dessous des normes 1960 (deuxième plan quinquennal), sans que cela ressorte des chiffres absolus fournis : lignite, 225.400.000 tonnes (plan : 244.000.000 de tonnes) et énergie électrique, 40,3 milliards de kilowatts/heure (plan : 41,5 milliards de kWh). La production d'acier laminé reste également insuffisante : 2.308.000 tonnes au lieu de 2.610.000 tonnes. Dans l'industrie chimique, les retards sont sensibles pour l'acide sulfurique pur (595.900 tonnes au lieu de 690.000 tonnes) et pour le carbonate de sodium (593.700 tonnes au lieu de 623.000 tonnes).

Pour l'agriculture, le rapport est à vrai dire comique : les résultats des récoltes sont donnés en rendement par hectare (sans autres indications) pour faire ressortir une augmentation ! Aucun chiffre n'est fourni sur les cheptels, le beurre, l'huile, le fromage, toutefois il est admis que la production laitière est restée en dessous des normes (non indiquées).

Dans le domaine des transports, le rapport signale l'insuffisance du réseau ferroviaire. Enfin, dans le domaine de l'équipement agricole, le rapport fait ressortir un effort considérable (lié à la collectivisation des terres) sans qu'il soit possible de distinguer entre accroissement de la production et matériel confisqué lors de la collectivisation... le parc national des tracteurs était, en 1960, de 72.170 contre 39.500 prévus par le second plan quinquennal.

Les meilleurs résultats, à notre avis, ont été atteints dans la construction navale maritime : la flotte marchande atteint, en 1960, 245.000 tonnes contre 182.000 tonnes prévues par le second plan quinquennal.

## Après la réduction des effectifs et la modernisation des moyens

# Les forces armées soviétiques

LES forces soviétiques sont parvenues en 1960 à un tournant d'une évolution commencée à peu près en 1955 et marquée par une réduction substantielle des effectifs. Cette dernière n'a été possible que par une modernisation très poussée des moyens de lutte. Il est donc utile d'examiner ces forces à leur niveau actuel.

Qu'elle l'ait voulu ou non, l'U.R.S.S. a atteint un palier et une structure de forces se rapprochant dans leurs grands traits de ceux des U.S.A., selon la loi qui veut que les mêmes conditions provoquent des résultats semblables. Cela ressort facilement d'une comparaison entre les effectifs sous les armes des deux super-grands :

	Terre	Mer (y compris Marine Corps)	Air	Total	Réserves	Personnel civil
U.S.A. :	—	—	—	—	—	—
Fin 1959 .....	862.000	802.000	840.000	2.504.000	4.350.000	1.000.000
1960 .....	(Les chiffres ci-dessus sont à diminuer de 1 %)			2.479.000		
U.R.S.S. :						
1955 .....				5.763.000		
Fin 1959 .....	2.400.000	env. 500.000	700.000	3.623.000	7.000.000	?
1960 .....	1.200.000 (?)	env. 500.000	env. 700.000	2.423.000		

### Remarques :

- Les chiffres américains sont publiés chaque année; ils sont arrondis ici au millier. Ceux des Soviétiques sont beaucoup plus approximatifs; mais pour la première fois on possède des chiffres indiqués officiellement par Khrouchtchev à la réunion du Soviet suprême de janvier 1960, notamment les totaux ci-dessus; mais il y a lieu d'y ajouter (1959-1960) les 3 à 400.000 hommes des formations de sécurité et de travail.
- La répartition par armées n'a pas été indiquée du côté soviétique; les chiffres approximatifs portés ci-dessus résultent des travaux des experts occidentaux.
- La réduction annoncée à cette même réunion (1.200.000 hommes) n'a pas non plus été détaillée par armées; il est fort probable qu'elle porte surtout, si ce n'est totalement, sur l'armée de terre.
- Depuis les réductions annoncées en 1956, la marine et l'aviation ont eu tendance à comprendre des effectifs en augmentation; c'est l'aviation (fusées comprises), semble-t-il, qui enregistre le plus net progrès, bien que restant encore à un niveau inférieur à celui des U.S.A.
- D'une part, le niveau de 2,5 millions au total paraît plausible, car il avait déjà été admis par les Soviétiques comme chiffre de désarmement; d'autre part, le chiffre de l'armée de terre (1,2 million) paraît assez faible car cela signifierait une diminution considérable du nombre des divisions, ou leur transformation, ce qui n'est pas impossible à l'intérieur de l'U.R.S.S., en noyaux de mobilisation.

Si l'on ne peut pas donner une précision rigoureuse, la comparaison générale entre les chiffres des U.S.A. et de l'U.R.S.S. permet de dégager certaines tendances intéressantes : les forces américaines sont divisées à peu près en trois parties égales entre les trois armes; celles de l'U.R.S.S. présentent au contraire une prépondérance des forces terrestres, dont l'ensemble est égal aux forces de mer et de l'air réunies. Les forces soviétiques conservent et conserveront sans doute encore longtemps cette caractéristique; néanmoins, celle-ci s'atténue régulièrement depuis 1955, moment où les armées soviétiques sont entrées dans leur phase de modernisation. Les forces techniques augmentent, notamment l'aviation, qui paraît devoir comprendre dans son total l'arme des fusées, toutefois indiquée par ailleurs comme autonome. La marine semble stationnaire; mais il faudrait pouvoir connaître les nombreux effectifs de garde-côtes et d'une foule de petites embarcations qui ont pu être dimi-

nués au profit de bâtiments (destroyers et sous-marins notamment) très modernes. Enfin dans l'armée de terre, la proportion des armes techniques a été augmentée.

Au XXI<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste, le maréchal Malinovski a donné à ce sujet des indications plausibles qui ne manquent pas d'être intéressantes : à la fin de la guerre, a-t-il dit, on comptait un homme de qualification technique pour 4,2 hommes du personnel de commandement et 5,7 des troupes terrestres; maintenant, on est passé à 1,5 pour le personnel de commandement et à 3 pour les troupes terrestres, ces proportions paraissant s'appliquer à l'ensemble des forces armées.

Ainsi, après trois plans quinquennaux, les forces soviétiques sont parvenues déjà à un palier appréciable de modernisation. Leur évolution se poursuit. Si elles restent à caractère terrestre assez marqué, cela provient de la lutte en grande partie terrestre qu'elles

auraient éventuellement à soutenir, tout comme la marine demeure nettement orientée vers la lutte sous-marine, celle qu'elle sera le plus à même de mener.

\*\*

Dans ses très grands traits, l'organisation générale des forces soviétiques présente quelques caractéristiques perceptibles depuis plusieurs années et qui se sont accusées. Les futurs théâtres d'opérations demeurent naturellement les mêmes :

— l'espace européen, dont les limites exactes ne sont pas précisées, mais que l'on peut supposer fixées à la Baltique et à la mer Noire, et qui, à lui seul, vrai théâtre de guerre, absorbe sans doute la moitié des forces terrestres;

— l'Orient, de la mer Noire au lac Balkach;

— l'Extrême-Orient, de Vladivostock au détroit de Behring et le Grand Nord.

Ce sont ces deux derniers théâtres d'opérations qui, depuis une dizaine d'années, ont enregistré le plus haut degré de développement. Cela est patent surtout en ce qui concerne les forces aériennes et navales, et se vérifiera dans l'étude de ces dernières. Certes, les zones maritimes ne peuvent coïncider exactement avec les théâtres terrestres. Ainsi, l'aviation a été beaucoup plus adaptée à ceux-ci. Il se produit même un grand effort de coordination des forces qui n'était le fait autrefois que de celles de terre et de l'air. Or, aujourd'hui, le théâtre du Grand Nord apparaît comme un vrai tremplin vers l'Atlantique, et celui de l'Extrême-Orient vers le Pacifique.

Ces grands théâtres ont leurs caractéristiques propres découlant de l'importance relative des forces. Celui qui est face à l'Europe est principalement terrestre, puis aérien, le facteur naval n'y jouant qu'un rôle très restreint; celui du Sud, terrestre et aérien; celui de l'Extrême-Orient, naval, aérien et terrestre, et celui du Grand Nord, de la même composition, mais le facteur terrestre y tend à croître. A vrai dire, l'articulation des forces est plus complexe. Elle repose sur deux organisations différentes. La première est territoriale. L'ensemble de l'U.R.S.S. est divisé en régions militaires, treize avant la guerre, dix-sept durant les années qui l'ont suivie; puis, elles ont été portées à vingt et une, sans doute du fait de la mise en exploitation de nouvelles zones, comme celle de l'Arctique ou des terres incultes. On a même signalé qu'il aurait été établi une concordance entre les régions militaires et, à un échelon plus élevé, les groupements de forces, d'une part, et de l'autre, les « combinats » industriels que les Soviétiques ont édifiés. Cela permettrait de mieux satisfaire les besoins des armées.

La seconde organisation demeure potentielle. Elle vise à la préparation de futurs grands commandements, ou groupes d'armées, a-t-il été indiqué, qui sont numérotés et pourraient à leur tour être réunis dans le cadre

de grands commandements de théâtres de guerre. Ceux qui sont numérotés 1, 2 et 3 ont leur siège à Léninegrad, Minsk et Odessa; ils constituent l'immense théâtre face à l'Europe, dans lequel viennent se fondre les forces des pays satellites; son commandement existe, installé à Tcherniakhosk, l'ancienne Insterburg de Prusse Orientale. Les groupes d'armées (ou ce qui peut être traduit sous ce terme) 4 et 5, à Tiflis et Tachkent, couvrent la Russie méridionale. Le n° 6, avec siège à Tchita et commandement naval à Vladivostock, s'étendrait à tout l'Extrême-Orient. Cependant, rien n'est apparu dans le Grand Nord, où un futur commandement pourrait être placé sous l'autorité de la « Flotte »; assez récemment, en effet, a été annoncée la création d'un groupement de divisions (une dizaine) aux confins scandinaves.

Les tendances nouvelles des forces soviétiques sont donc :

a) l'apparition de ces grands commandements du temps de paix, à la manière de celui qui résulte du pacte de Varsovie, et qui, lui, est une réalité, ainsi que celui de Budapest, groupant les forces de cette zone critique; et encore celui d'Extrême-Orient, qui a toujours possédé une autonomie assez accusée; néanmoins, ces commandements sont organisés pour limiter les compétences des titulaires à leur fonctionnement technique et sont sans pouvoirs effectifs;

b) l'intégration plus accentuée des forces soviétiques, qui s'opère toutefois au niveau de celles de terre, portant sur toutes les armes à l'exclusion de celles de mer, lesquelles demeurent pour ainsi dire isolées; lorsque les dirigeants soviétiques parlent de leurs forces, ils mentionnent toujours « notre armée et notre flotte ».

\*\*

En temps de paix, l'ensemble des forces relève de l'autorité du ministre de la Défense, à l'exception des forces de sécurité appartenant au Ministère de l'Intérieur (Comité de la Sécurité militaire). L'état-major général (« Stavka ») est organisé en potentiel, si l'on peut dire, ou à la manière d'un « instrument de travail », mais n'assumerait son rôle qu'en temps de guerre. Le ministre de la Défense dépend d'un organisme collégial, le Comité de Défense nationale (G.K.O.) qui, durant la guerre, actionnait le « Stavka »; en font partie un certain nombre de ministères, près d'une dizaine, opérant étroitement avec celui de la défense; en cas de conflit, il pourrait se muer en un organisme tel que le Comité de Défense de 1941.

Comme on le sait, malgré l'existence d'une hiérarchie partant du Presidium du Soviet suprême, c'est en fait le Comité central du Parti communiste, par le canal de son Presidium et de son Secrétariat, qui exerce une action et un contrôle du Parti à tous les échelons des forces. Il s'agit d'une vraie « hiérarchie parallèle » se prolongeant jusqu'à la base;

les titulaires des différents postes qu'elle comporte ont retrouvé depuis quelques années des prérogatives à nouveau plus étendues. Il semble que cela a coïncidé avec les réductions d'effectifs et le licenciement de très nombreux officiers.

L'accent a été mis sur l'importance primordiale de la formation morale du soldat soviétique. Le maréchal Malinovski a insisté lors de l'assemblée du Soviet suprême, sur l'application des mesures prises pour « l'amélioration du travail politique du Parti dans l'armée et dans la marine soviétiques ».

A l'intérieur du Ministère de la Défense, un Conseil militaire est constitué par les suppléants du ministre, ou vice-ministres. Le titre de premier suppléant est donné aux titulaires des postes les plus importants, commandant en chef, chef d'état-major général de l'armée de terre, de la marine, et commandant des forces du pacte de Varsovie.

L'état-major général comprend huit directions : opérations ; renseignement ; transmissions ; mobilisation ; communications ; chiffre, topographie et direction historique. Ces directions se retrouvent dans la composition des principaux commandements subordonnés. Tous ces organismes, ou directions, ont un caractère strictement technique, en ce sens que les titulaires, pris soit isolément, soit collectivement, ne détiennent pas de pouvoirs. Ceux-ci émanent des instances supérieures étroitement liées aux formations du Parti. Toujours à l'intérieur du Ministère, on trouve encore des directions centrales de l'aviation et de la marine, cette dernière possédant un Conseil suprême.

A leur tour, les régions militaires possèdent également un organisme collégial, le Conseil militaire, présidé par le commandant de la région et formé par les chefs des différents éléments de troupe ; en font aussi partie les titulaires des postes considérés comme importants : le commandant en second du commandement de la région, chargé des arrières ; le chef d'état-major ; le commandant de la défense aérienne ; le chef de la direction politique ; et des représentants du Parti et de l'administration.

Il existe également des régions militaires aériennes, la défense anti-aérienne ressortant normalement de leurs compétences. Elles sont organisées de la même manière que les régions. Toutes ces régions sont soumises à une double subordination, par le commandement à la manière usuelle, et par la subordination propre des différents organismes collégiaux ; il existe même une troisième subordination non moins effective, celle dite politique.

Il s'ensuit dans certains cas, notamment lorsque sont constitués des super-commandements, des situations fort compliquées, que seuls les intéressés peuvent parvenir à dominer, le tout découlant de cette hypersensibilité du régime à l'égard de tout ce qui pourrait mettre en cause son autorité.

Un problème d'effectifs s'est posé ces dernières années à l'U.R.S.S. Mais il s'agit beau-

coup plus d'une question de main-d'œuvre que d'effectifs militaires, bien que le problème ait été transposé sur ce dernier plan. Une série de « classes creuses », dues à la guerre, a débuté en 1957 pour le secteur civil et en 1960 pour l'armée. Le déficit en main-d'œuvre atteindrait trois millions d'hommes en 1960-1961. Pour l'armée, au contraire, cette diminution numérique du potentiel humain pourrait demeurer pratiquement sans importance. En effet, le contingent s'élève à près de deux millions d'hommes, sur lesquels 1,4 million sont reconnus aptes au service militaire ; 900.000 étaient appelés lorsque les forces armées dépassaient un total de 5 millions d'hommes. Une partie nettement plus importante du contingent n'est plus appelée ; cela a été déclaré officiellement mais sans précision chiffrée. Il semble qu'avec 500.000 à 600.000 hommes annuellement, les forces soviétiques réduites puissent être alimentées normalement, compte tenu des cadres de carrière. La durée du service est, en effet, de deux ans en principe, mais avec certaines prolongations pour l'armée de terre ; et de trois ans pour celles de l'air et de mer, ainsi que pour les sous-officiers qui ne sont pas de carrière.

Or, l'U.R.S.S. a entrepris actuellement d'immenses programmes de développement de son industrie et de mise en valeur de ses terres. Les « classes creuses » se feront donc durement sentir dans le domaine de l'industrialisation à outrance et du développement économique, dont le rythme se trouve compromis. La solution adoptée a été de faire porter une partie du déficit en main-d'œuvre sur l'armée et, aussi curieux que cela paraisse, sur l'enseignement. Il semble que de nombreuses exemptions de service soient accordées aux jeunes gens faisant la preuve d'une spécification technique, ce qui est à l'opposé de ce qui se passait précédemment, où l'on exemptait au contraire de préférence les incapables et les hommes politiquement peu sûrs.

Il est vrai que dans les circonstances actuelles, les forces armées peuvent s'accommoder de ces réductions, car la modernisation des matériels entraîne une plus grande puissance de feu et de mobilité ; d'autre part, la guerre atomique requerra des unités à effectifs nettement moins élevés. Néanmoins, l'U.R.S.S. ne méconnaît pas pour le temps de guerre l'utilité de constituer de nombreuses grandes unités de réserve et la nécessité d'alimenter constamment les forces en hommes instruits. A cet égard, on estime les réserves instruites de l'U.R.S.S. encore en âge de servir à 7 millions d'hommes. Mais ce chiffre peut être plus que doublé en y comprenant les hommes ayant suivi une courte période d'instruction sommaire sans avoir été incorporé dans l'armée. Ces hommes étant d'ailleurs astreints à des périodes d'instruction.

Un organisme existant déjà avant le conflit mondial a été développé puissamment depuis les réductions successives d'effectifs à partir de 1956. Son sigle est DOSAAF, s'appliquant à un ensemble qui se subdivise en trois branches de « sociétés volontaires pour l'encou-

agement » : de l'armée de terre (DOSARM), de la marine (DOSFLOT) et de l'aviation (DOSAV). La DOSAAF est organisée maintenant sur tout le territoire de l'U.R.S.S.; outre son activité d'instruction pré et post-militaire, elle serait chargée de tâches de défense intérieure en cas de bombardements, de parachutages, etc.; elle est devenue, sous la forme apparente du volontariat, un grand organisme militaire d'encadrement des populations.

\*\*

Les forces soviétiques étant fixées dans leurs grands traits, il reste à voir quel usage il en sera fait; en d'autres termes, quelle sera la doctrine d'emploi des forces. Un pays qui a terminé victorieusement une guerre est toujours tenté de ne pas modifier sa doctrine, puisqu'elle a fait ses preuves. Or, pour les Soviétiques, celle-ci pouvait se concrétiser par la manœuvre du double enveloppement, à la manière de l'opération-type de Stalingrad, engagée sur plusieurs centaines de kilomètres, pour parvenir à un encerclement. La bataille était alimentée avec des unités hâtivement formées. Pour lui maintenir son rythme offensif, de nouvelles divisions devaient être constamment jetées dans la bataille, où elles ne duraient que quelques jours.

Cela impliquait des concentrations importantes qui ne paraîtront plus possibles à l'avenir. Cependant, l'armée soviétique ne semble pas avoir renoncé à l'effet de masse, qui fut

toujours son procédé. Comment pourra-t-elle le réaliser à l'avenir? La modernisation des forces et l'accroissement de leur puissance de feu à tous les échelons apportent déjà des possibilités appréciables. A cet égard, on peut dire que les Soviétiques ont donné à leurs forces, aussi bien en moyens qu'en personnels beaucoup plus instruits, ce qui leur a manqué pendant la guerre. En outre, à cette époque toute la lutte reposait sur les forces terrestres, où la proportion d'infanterie pure demeurait prépondérante; il n'y avait que peu d'aviation tactique et l'aviation stratégique n'avait pas pu être reconstituée; la coopération de la marine resta insignifiante.

Maintenant, le tableau change du tout au tout. Ce qui manquait pendant la guerre a été créé ou complété; et il est venu s'y ajouter des moyens excessivement puissants. Aux concentrations terrestres d'autrefois, doivent succéder à l'avenir des réunions de forces de toutes catégories, terre, air, mer, et des moyens nouveaux, fusées et armements atomiques. La concentration s'opérera par les feux, beaucoup moins par les troupes elles-mêmes.

C'est donc sous l'angle d'un emploi modifié qu'il importera d'examiner chacune des composantes d'une structure nouvelle.

J. PERGENT.

Bibliographie. — Raymond Garthoff : *La doctrine militaire soviétique*; Michel Garder : *Histoire de l'armée soviétique*. Librairie Plon, Paris.

## BIBLIOGRAPHIE

*La condition humaine en Chine communiste*, par SUZANNE LABIN. Editions de « La Table Ronde ». 510 pages.

Nous sommes en retard pour parler de l'ouvrage que Suzanne Labin a publié aux éditions de « La Table Ronde » sous le titre : « *La condition humaine en Chine communiste* », mais le sujet est toujours actuel et l'éclairage qu'en donne cet ouvrage continue à le signaler à l'attention comme l'une des meilleures sources disponibles pour comprendre ce qui se passe dans le malheureux empire qui n'est plus guère « du Milieu ».

Fin 1957, se trouvant à Hong-Kong au retour du Japon, Suzanne Labin découvre le drame des réfugiés chinois qui, de toutes les conditions et de toutes les provinces, fuient le régime communiste au péril de leur vie, dans la certitude des misères de l'exil, mais fuient tout de même, fascinés par la liberté. C'est là pour elle une mine d'informations d'une richesse exceptionnelle.

Alors que les visiteurs invités par Pékin ne peuvent parcourir que la surface fardée des choses au long des « rails officiels », et n'ont pas accès au peuple qui se tait parce qu'il a peur, à Hong-Kong ce peuple est là qui peut enfin parler de la vraie substance du régime.

Au cours de deux séjours à Hong-Kong, M<sup>me</sup> Labin a pris cinquante-quatre interviews d'hommes

et de femmes de toutes les catégories sociales, de toutes les professions, de toutes les odyssees.

C'est Ku, l'ex-chef communiste qui raconte la véritable histoire de la montée du communisme depuis la *Longue Marche* jusqu'au piège des *Cent fleurs*. C'est le paysan Fan Ling et la paysanne Violette qui font comprendre ce qu'est la collectivisation des terres, vue par le simple laboureur. C'est Ma, « l'Ulysse chinois », qui nous parle des maquis. C'est Lei qui dévoile le mode de vie des cadres communistes et les ressorts de leur pouvoir. Ce sont cinq femmes travailleuses qui racontent ce que fut en pratique la « libération » de leur sexe. C'est l'étudiant Ping qui montre comment on lave les cerveaux, comment on forme la nouvelle classe dirigeante. C'est le groupe des pêcheurs qui produit une extraordinaire proclamation, « gauche et sublime ». C'est l'ouvrier Tsong qui égrène le chapelet des normes, livrets, dortoirs, tickets de rationnement. C'est le professeur Tsai qui révèle l'embrigadement de la culture et la bombe Hu Feng. Et tant d'autres. Tous les aspects de la vie publique et privée défilent devant nos yeux à travers de dramatiques aventures personnelles.

Les derniers chapitres traitent, de façon plus théorique, de l'industrialisation chinoise (peut-on dire que le peuple chinois peine « pour son propre avenir? »), de la place de la Chine communiste dans le concert des nations, et de ce thème si à la mode, péril jaune ou péril rouge ?



## Scènes de la vie soviétique

# L'instituteur rural en Union soviétique

LE 10 août 1960, le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique et le Conseil des ministres publiaient dans la *Pravda* une résolution « sur la construction scolaire et les mesures pour renforcer la base matérielle des écoles ». L'exposé des motifs déplorait que les conseils des ministres des Républiques fédérées et beaucoup d'organes locaux du Parti et des Soviets ne consacraient pas aux questions de la construction scolaire l'attention voulue.

Ainsi, en 1959, disait le texte, « le plan de mise en fonctionnement des écoles de formation générale construites avec les crédits de l'Etat n'a été réalisé, en moyenne, dans le pays qu'à 89 %, et dans la R.S.S. d'Azerbaïdjan à 37 % seulement, dans la R.R.S. kirghiz à 49 %, dans la R.S.S. turkmène à 51 %, dans la R.S.S. ouzbek à 62 %, dans la R.S.S. kazakh à 65 % du plan annuel de mise en service de places d'élèves. Le plan d'introduction d'écoles-internats n'a été réalisé en 1959 dans le pays qu'à 69 %. La construction d'écoles et d'écoles-internats n'a pas été satisfaisante non plus pendant le premier trimestre de 1960. »

Suivaient diverses mesures ou objurgations pour accélérer la construction et l'équipement des bâtiments scolaires. En particulier, il fallait envisager la remise aux écoles de « bâtiments administratifs et autres convenant au travail scolaire », étudier et réaliser en 1960-61 dans chaque école « des mesures garantissant la liquidation complète du travail en trois équipes successives » (car le manque de locaux scolaires est tel qu'il faut grouper les élèves en équipes, qui se succèdent dans les salles de classes), enfin, développer plus largement « la construction d'écoles aux frais des kolkhozes ».

Car les kolkhozes doivent se substituer à l'Etat défaillant et construire à leurs frais des écoles pour les enfants des paysans.

Cette façon de faire pourrait avoir sa justification et présenter même des aspects fort sympathiques, si l'on ne savait par ailleurs que les kolkhoziens ne se montraient pas d'une générosité bien grande à l'égard des instituteurs.

Le 2 juillet 1960, la *Literatournaïa Gazetta* publiait à ce sujet une sorte de reportage fort instructif. Son auteur, Valentina Elisseiëva avait assisté à la petite cérémonie organisée à l'occasion du départ en retraite d'un instituteur du kolkhoze « Faucille et marteau », « un kolkhoze qui réunit plus de vingt villages voisins ». C'est pour elle l'occasion d'évoquer, outre le dévouement des maîtres à leur mission, les difficultés de leur sort matériel.

On verra que celui-ci rappelle, par certains aspects, la condition des maîtres d'école dans les campagnes françaises au cours du XIX<sup>e</sup>

siècle, quand il leur fallait, pour vivre, faire en plus de leur école des métiers qui n'avaient pas grand-chose à voir avec la fonction enseignante.

Une autre obligation pèse lourdement sur l'instituteur rural, une obligation qui l'empêche de se donner entièrement à l'éducation des enfants, l'empêche de se cultiver lui-même, lui prend énormément de temps. Il s'agit de l'exploitation personnelle...

« J'ai parlé à beaucoup de maîtres d'école. Pas un ne m'a dit avoir une vache et des porcelets par amour des bêtes. Au contraire, j'ai entendu des dizaines de fois des variantes de la même pensée : s'il se monte une exploitation, l'instituteur est perdu.

« S'il n'y a pas d'enfants dans la famille, on peut tant bien que mal éviter la charge d'une vache. Avec des enfants, c'est la plupart du temps inévitable.

« Donc, une vache a apparu dans la cour du maître d'école. Faut-il raconter combien les soins à lui donner, la traite, le nettoyage englobent de temps ? Mais la principale difficulté c'est le fourrage. Le kolkhoze ne lui attribue pas de pré — cela ne se fait pas. On peut prendre part à la préparation de fourrage pour le kolkhoze et dans ce cas prélever 20 % du foin fauché pour l'usage personnel. Mais dans ce cas, adieu le repos d'été, adieu la préparation à la nouvelle année scolaire.

« L'année dernière, nous avons fauché du foin, mon mari et moi, me disait Valentina Anissimovna Tsvetkova, professeur de géographie. Mais cette année je ne sais pas comment faire... »

A l'école d'Essenovitchi, où l'on fêtait le maître qui partait, celui-ci avait particulièrement mérité l'estime dont on l'entourait en rendant service au kolkhoze :

« Les élèves cultivent en artel 16 hectares de maïs et de pommes de terre. Sur le terrain affecté à l'école, ils font des expériences avec diverses variétés de légumes pour aider le kolkhoze à choisir les meilleures.

« Alors qui donc doit s'occuper dans le kolkhoze de l'homme le plus vénéré et le plus cher, le maître d'école rural ? J'ai abordé ce « thème délicat » à la direction du kolkhoze « Faucille et marteau ». Le président de l'artel, le secrétaire de l'organisation du Parti, l'agronome, tous d'anciens élèves de l'école d'Essenovitchi, approuvaient de la tête. Avec une sincérité entière, sans l'ombre de malice, ils étaient d'accord.

« Mais il suffit de mettre la conversation sur la nécessité de vendre aux instituteurs du lait et d'autres produits alimentaires pour qu'aussitôt les mêmes dirigeants du kolkhoze passent des assurances bénignes à un ton on

(Suite au verso, bas de page.)

## Les relations sino-soviétiques en février 1961

C'EST dans la première quinzaine de février que quelques grands organes de la presse internationale menèrent grand bruit autour de prétendus « documents ultra-secrets » qui révélaient ou confirmaient l'existence d'une crise dans les relations sino-soviétiques et au sein du mouvement communiste international, « la plus grave crise à laquelle le Parti communiste soviétique ait eu à faire face depuis la révolution russe ».

Or, au même moment (et, bien entendu, sans qu'il y eût aucune corrélation entre les deux faits), les contacts se multipliaient entre les deux grands pays communistes ainsi que les manifestations publiques de leur « amitié indestructible », comme pour démentir les hypothèses échafaudées en Occident. Sans doute, ceux qui croient dur comme fer à l'existence d'un conflit fondamental entre les communistes chinois et les communistes soviétiques peuvent-ils avancer que ces manifestations sont de pure forme et qu'elles sont destinées à dissimuler la réalité de la crise. Mais cette hypothèse ne résiste pas à l'analyse.

L'expérience prouve, en effet, que, lorsqu'un conflit menace, qu'une décision grave est sur le point d'être prise, les communistes (ceux du moins qui sont au courant) se réfugient dans le silence. On ne prodiguerait pas, à Moscou et à Pékin, les propos et les gestes d'amitié mutuelle, si la rupture se préparait dans une capitale ou dans l'autre ou dans les deux. Quand Tito fut frappé d'excommu-

nication majeure par le Kominform opérant sur l'ordre du Kremlin, il y avait beau temps déjà que Staline et ses employés immédiats n'avaient plus parlé du dictateur yougoslave.

Or, voici quelques-unes des démonstrations auxquelles se livrèrent Chinois et Soviétiques dans les quinze premiers jours de février.

Le 3 février, l'agence soviétique Tass diffusa un article sur les coopératives d'Etat chinoises, coopératives auxquelles Khrouchtchev avait fourni gracieusement l'équipement qui leur était nécessaire lors de sa première visite, en automne 1954.

Le 4 février, un accord culturel était signé entre les deux gouvernements (il ne faisait guère que proroger celui qui était en vigueur depuis les débuts de la Chine communiste).

Le 6 février, une délégation soviétique, dirigée par le ministre adjoint du Commerce extérieur, P. Koumikyne, arrivait à Pékin pour examiner les détails d'un accord économique, déjà conclu en principe. Le même jour une délégation de l'Association pour l'amitié sino-soviétique débarquait à Pékin. Elle venait prendre part aux fêtes organisées à l'occasion du onzième anniversaire du traité sino-soviétique du 14 février 1950. Cette délégation était conduite par F.V. Konstantinov, rédacteur en chef de *Kommunist*, organe doctrinal et politique du Comité central du P.C. soviétique.

Le 7 février, une délégation chinoise à son tour arrivait à Moscou pour célébrer ce même anniversaire.

(SUITE DE LA PAGE 17)

*ne peut plus homme d'affaires : non, le kolkhoze ne peut pas faire cela. Si cela pouvait se prélever sur les achats de l'Etat, à la bonne heure. Mais comme ça... Impossible.*

*« Le « Faucille et marteau » a plus de huit cents vaches laitières. Pour assurer du lait au personnel de l'école secondaire, il n'en faudrait pas Dieu sait combien. Et quant à l'école primaire, il s'agirait vraiment d'un rien. Mais une mauvaise tradition tout à fait vicieuse s'est créée à beaucoup d'endroits, la tradition de considérer le maître d'école comme un étranger.*

*« On rencontre parfois des cas vraiment révoltants.*

*« L'institutrice Vera Nicolaïevna Moltchanova vit avec son mari et ses deux enfants au village Matvéïevo qui fait partie du kolkhoze « Faucille et marteau ». Son mari travaille au lespromkhoz, elle-même à l'école d'Essenovitchi. Vera Nicolaïevna avait une vache. Il a fallu la vendre — pas de prêt. Puis un nouvel ennui est survenu : le kolkhoze a fixé pour l'électricité trois catégories d'usagers. Dans la première il a mis les familles où tous sont membres du kolkhoze, dans la deuxième celles où il y a au moins un kolkhozien, dans la troisième tous ceux qui n'y*

*travaillent pas. Et la direction a décidé de faire payer l'électricité à cette troisième catégorie au double du prix. Tout cela serait correct si une telle division permettait de serrer la vis aux fainéants, aux trafiquants, aux parasites. Mais — j'ai peine à le dire — le kolkhoze a mis dans cette catégorie les instituteurs aussi. Cette injustice criante se fonde sur la même raison formelle : ils ne font pas partie du kolkhoze. Mais le travail qu'y mettent Khonitcheva, Novojilov, des dizaines d'autres instituteurs qui se donnent à l'éducation des enfants, ce travail est-il moins important que celui du cultivateur ou de l'éleveur? Comment peut-on, enfin, manifester un tel manque de respect pour la personne de l'instituteur!*

*« C'est aussi ici, dans le district, que j'ai entendu parler d'un autre fait. Le kolkhoze a électrifié le village. La direction proposa à l'institutrice de participer à la pose des poteaux. Elle était malade et ne put le faire. On lui dit alors de verser cinq cents roubles — au fond, pour ne pas avoir exécuté ce travail. Elle n'avait pas l'argent nécessaire. On la priva d'électricité. Et c'est ainsi qu'on pouvait voir le soir dans le village éclairé à l'électricité une lampe à pétrole brûler dans une seule maison. A la lueur de cette lampe, l'institutrice corrigeait les devoirs des enfants kolkhoziens. »*

Le 9 février eut lieu à Pékin le premier banquet en l'honneur de la délégation soviétique. Le vice-président du gouvernement Tchen-yi prononça un discours sur l'amitié sino-soviétique, déclarant : « *Il est impossible à aucune force au monde de briser l'unité de 880 millions de personnes appartenant à deux pays frères... Les intrigues impérialistes pour briser cette unité ne seront jamais couronnées de succès...* »

Le 14 février, jour anniversaire du traité, la *Pravda* avait mis une page entière à la disposition des rédacteurs du *Quotidien du Peuple* chinois, lequel, de son côté, publiait une page spéciale composée par les collaborateurs de la *Pravda*. L'éditorial de l'organe du P.C. chinois célébrait en style dithyrambique l'amitié sino-soviétique et soulignait que la Chine avait toujours appuyé les efforts de l'Union soviétique en vue de la coexistence pacifique.

Le même jour, il y eut grande réception à la nouvelle ambassade de Chine à Moscou. Khrouchtchev, Mikoïan et Souslov étaient pré-

sents. Souslov exalta dans un discours l'amitié des deux pays. Une cérémonie analogue se déroulait à Pékin en présence de Mao Tsé-toung, Konstantinov et l'ambassadeur soviétique en Chine proclamèrent eux aussi que l'amitié sino-soviétique était inébranlable.

Enfin, le 15 février, était donné le bon à tirer du n° 3 de *Kommunist*. Un article y vantait (en bonne place) « *l'amitié indestructible des peuples soviétique et chinois* ». Non signé, il provenait de toute évidence de l'« Agit-prop » du Comité central. Il exprimait la pensée du Bureau politique du P.C. soviétique. C'est pourquoi, malgré l'ennui qui émane de ces phrases, toujours les mêmes, de ce style aussi lourd que conventionnel, nous croyons bon de donner à nos lecteurs quelques extraits de cet article. Ils n'y trouveront rien qui permette d'envisager une rupture entre les deux partis. Et ils remarqueront avec quel soin l'auteur s'est appliqué à citer alternativement Khrouchtchev et Mao Tsé-toung : ainsi le veut la règle de la direction collective et le principe de l'égalité des « partis frères ».

## L'article de « *Kommunist* »

**L**E pacte entre l'U.R.S.S. et la R.P.C. s'appuie sur le fondement solide de la communauté de régime politique, social et économique. Il répond aux intérêts les plus vitaux des travailleurs de nos pays. C'est un pacte entre peuples épris de paix auxquels les visées expansionnistes sont étrangères. Au nom du maintien de la paix sur terre, au nom du triomphe des idéaux du socialisme, du communisme, le pacte soviéto-chinois détermine l'entraide et la collaboration de l'U.R.S.S. et de la R.P.C. dans le domaine économique, culturel, scientifique ainsi que pour la défense de leurs frontières.

Le traité soviéto-chinois est subordonné aux tâches de création d'un nouvel ordre social, d'élévation du niveau de vie des travailleurs, de consolidation de la paix universelle sur terre. « L'amitié soviéto-chinoise, souligne le camarade N.S. Khrouchtchev, répond aux intérêts fondamentaux de nos pays, de tout le camp socialiste, de la cause de la paix dans le monde. La fraternelle amitié indestructible de nos grands peuples, des peuples de tout le camp socialiste est un rempart inébranlable de la paix et de la sécurité des peuples, le gage des victoires futures du socialisme, du communisme. »

Il est tout à fait naturel que les peuples chinois et soviétique aient uni leurs forces au nom de la cause commune de la paix et du socialisme. La défense des conquêtes de la révolution socialiste est le devoir sacré de nos peuples. Remplissant ses obligations, le peuple soviétique est toujours prêt à tendre une main secourable à son frère, le peuple chinois. Le camarade N.S. Khrouchtchev en a parlé en 1958 en lançant au nom du gouvernement soviétique un avertissement à ceux qui nourrissent des plans d'agression : l'Union Soviétique considérera une attaque contre la R.P.C. comme une attaque contre son propre territoire.

Depuis la conclusion du traité entre les deux grandes puissances, les peuples du monde se sont convaincus concrètement que l'importance de l'amitié soviéto-chinoise dépasse le cadre des relations entre nos deux Etats. Les peuples de Chine et d'Union Soviétique avec les peuples des autres pays socialistes exercent une influence croissante sur le cours des événements à l'échelle mondiale. L'union de la Chine et de l'Union Soviétique, a dit le camarade Mao Tsé-toung, « influera inévitablement non seulement sur la prospérité des grandes puissances de Chine et d'Union Soviétique, mais aussi sur l'avenir de

toute l'humanité et mènera à la victoire de la justice et de la paix dans le monde entier ».

L'unité du puissant camp du socialisme contribue à la réalisation de la tâche proposée au mouvement communiste international par la conférence des représentants des partis communistes et ouvriers, tâche « d'unir encore toutes les forces révolutionnaires pour la lutte contre l'impérialisme, pour l'indépendance nationale, le socialisme ». Le porte-drapeau du progrès social est à notre époque le camp des pays socialistes qui devient le facteur décisif du développement social. L'amitié et la collaboration des peuples de nos Etats, l'unité du camp du socialisme dans son ensemble, ses succès économiques exercent une influence de plus en plus grande sur le prolétariat des pays capitalistes, les peuples coloniaux, les hommes de bonne volonté qui mènent la lutte pour la paix, sur toutes les forces qui se fondent en un seul flot qui sape et détruit le système impérialiste mondial...

... Le peuple chinois dirigé par le parti communiste, son comité central avec le camarade Mao Tsé-toung à sa tête, a mené à bien des réformes socialistes dans l'économie du pays et a remporté des succès marquants dans le développement des forces productives de la République.

... La fraternité de nos peuples est cimentée par l'amitié des partis communistes de Chine et de l'Union Soviétique, les plus grands partis du mouvement communiste international. Guidés par la déclaration de la conférence des représentants des partis communistes et ouvriers, le P.C. de l'U.R.S.S. et le P.C.C. prennent des mesures pour élargir encore la collaboration et les liens entre les peuples de l'U.R.S.S. et de Chine. La récente visite en U.R.S.S. du président de la R.P.C., le camarade Liou Chao-chi, a été un événement notable dans le développement de notre amitié. Partout où la délégation de la R.P.C. est allée — à Moscou et à Leningrad, à Minsk et à Irkoutsk — les Soviétiques accueillent les envoyés du peuple chinois cordialement, le cœur ouvert ; ces rencontres sont devenues une démonstration des meilleurs sentiments des travailleurs de l'U.R.S.S. pour leurs frères chinois. Elles ont été un éclatant témoignage du fait que le peuple soviétique, éduqué par le parti léniniste, a toujours fait et fera toujours des efforts pour consolider ses liens fraternels avec le grand peuple travailleur chinois.

L'amitié des peuples de l'U.R.S.S. et de la R.P.C. est une amitié de centaines de millions d'hommes qui marchent sous l'étendard commun du marxisme-léninisme. Il n'est pas de forces au monde capables de saper notre amitié.

## DIX ANS DE COLONISATION CHINOISE AU TIBET (1950-1960) \*

### Conflit avec le Dalai-lama

**A**VANT la conquête du Tibet par les troupes communistes chinoises, aucune séparation n'existait entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel. Les deux chefs du lamaïsme, le Dalai-lama et le Panchen-lama, étaient l'un et l'autre considérés comme des réincarnations de leurs prédécesseurs. Traditionnellement, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, le Panchen-lama pratiquait une politique pro-chinoise. C'est à lui que les Chinois avaient confié le pouvoir lorsque le treizième Dalai-lama avait dû fuir le Tibet en 1904-1908 d'abord devant l'expédition militaire britannique, et en 1910 devant l'invasion chinoise.

Dès lors, le Dalai-lama avait gardé beaucoup de mauvaise humeur à l'égard du Panchen-lama qui, excédé des tracasseries qu'il subissait, s'enfuit en Chine (1923) où il mourut en 1937. On découvrit deux candidats à la réincarnation : l'un en Chine, l'autre au Tibet. Lors de la prise du pouvoir à Pékin par Mao Tsé-toung, le candidat chinois (il avait dix ans) fut reconnu et aussitôt utilisé par le gouvernement communiste pour combattre le Dalai-lama. Le 10 février 1950, il adressa à Mao Tsé-toung un message disant notamment :

*« J'ai été informé que les autorités de Lhassa ont envoyé des missions dénuées de bonnes intentions aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, afin de « proclamer l'indépendance du Tibet ». Le but de ces missions est de promouvoir une coopération avec les impérialistes dans la lutte contre le gouvernement populaire, de créer une scission dans la patrie et de trahir le peuple du Tibet... »*

*« L'attitude des autorités de Lhassa constitue une violation de nos droits territoriaux et est absolument contraire aux désirs de la population tibétaine. »*

Ce message constitua pour les autorités communistes chinoises un des arguments essentiels pour justifier l'invasion du Tibet. Celle-ci terminée et l'accord sino-tibétain conclu, on ramena le Panchen-lama dans son pays. En avril 1952, il rencontra le Dalai-lama à Lhassa, dans son palais du Potala. La « réconciliation » fut scellée et le Panchen-Erdeni Chuji-Geltseng, dixième réincarnation vivante, s'installa dans le monastère Tashi-Lhumpo, à Chigatsé, résidence habituelle des Panchen-lama.

Neutraliser le Dalai-lama s'avéra plus difficile. En novembre 1952, il envoya une délégation à Pékin présenter ses respects à Mao Tsé-toung. Celui-ci, en recevant les délégués tibétains, promit d'observer fidèlement l'accord sino-tibétain et de laisser une liberté religieuse totale au Tibet. En réalité, dès août

1953, le Dalai-lama, sous la pression des communistes et de plusieurs moines tibétains pro-chinois, se vit obliger de faire des concessions. Il dut notamment abandonner son culte divin et fit savoir que désormais tout le monde pourrait le voir et lui parler. Il lui fallut, ensuite, consentir à procéder à une épuration parmi ses collaborateurs et les membres de son gouvernement. Deux ministres, Lobsang Tashi et Lukhang Wa, accusés de nourrir des sentiments hostiles à la Chine populaire, furent contraints de démissionner. En même temps, malgré les promesses de Mao Tsé-toung, le margé tibétain se vit déposséder de ses prérogatives et de son autorité politique et administrative sur la population.

Dans ce dernier Etat théocratique qui existait encore au monde, la tradition voulait que chaque unité administrative fût gouvernée conjointement par un moine et un fonctionnaire civil, et qu'au début de chaque année le fonctionnaire civil remit ses pouvoirs au lama, en signe de respect et de fidélité. Les communistes chinois abolirent cette coutume, en dépit des accords signés, et confièrent la direction des affaires administratives à un fonctionnaire nommé par eux-mêmes.

Aussi, dès 1954-1955, le Dalai-lama ne se fit-il plus aucune illusion sur le comportement des autorités chinoises. Au cours d'un entretien qu'il eut avec le président du « Comité juridique d'enquête », le 29 août 1959 à Mussoorie (Inde) où il s'était réfugié, le Dalai-lama montra combien les Chinois étaient décidés à extirper la religion bouddhiste, ainsi que les traditions inhérentes, au Tibet.

*« C'était, dit-il, la veille de notre départ de Pékin, le 12 février 1955. Nous avons eu un entretien avec Mao. Il nous a dit que la religion était quelque chose de néfaste, et qu'elle aurait pour conséquence : 1) que le pays cesserait de progresser; 2) que la population diminuerait. Pour lui, les Mandchous, en propageant la religion, avaient instillé du poison au Tibet. Je n'ai pas fait d'observation. »*

Toutefois, isolé comme il l'était à Lhassa, le Dalai-lama ne pouvait attendre aucun secours de l'extérieur. Seule, l'Inde aurait pu intervenir en vertu de certains accords passés jadis avec les autorités britanniques. Si, en octobre 1950, le pandit Nehru n'avait pas hésité à affirmer que la conquête du Tibet par les communistes n'était autre chose qu'une intervention directe de la Chine populaire dans les affaires intérieures de l'Inde, quatre ans plus tard (avril 1954), au moment même de l'ouverture de la Conférence de Genève sur l'Indochine, la République indienne signait, à Pékin, avec le gouvernement de Mao Tsé-toung, un accord reconnaissant l'annexion du Tibet. Ironie de l'histoire : dans le préambule de cet accord sino-indien figu-

(\*) La première partie de cette étude a paru dans notre numéro précédent.

raient, pour la première fois, les cinq principes de la coexistence pacifique tels qu'ils allaient être définis à Bandoeng un an plus tard. Il faut signaler d'ailleurs que cet accord fut conclu en l'absence de représentants tibétains.

Désormais, pour s'opposer à l'intégration complète de son pays, le Dalai-lama ne devait guère compter que sur la fraction du peuple tibétain prête à résister à l'envahisseur communiste chinois.

### Vers la révolte de Lhassa

Un premier soulèvement, rapidement écrasé par les Chinois, avait eu lieu en automne 1953. Deux à trois ans plus tard, un mouvement de résistance appelé « *Mimang* » (le Peuple) fit distribuer secrètement des tracts à Lhassa dans lesquels il accusait les Chinois de violer les accords de 1951, de lutter contre la religion bouddhiste et de vouloir procéder à l'annexion totale du « toit du monde » en employant la tactique de la division.

Depuis cette époque, la guérilla antichinoise ne cessa de se développer, contraignant Pékin à envoyer au Tibet des troupes et du matériel militaire. En face de cette opposition, les Chinois hésitèrent, durant quelque temps, à appliquer leurs « réformes du régime social ». Déjà, en 1953, Mao Tsé-toung déclarait à une délégation tibétaine que « *la réforme agraire se présente différemment au Tibet et que les Tibétains doivent décider eux-mêmes si les terres doivent être distribuées* ». Au mois de mai de la même année, le général Chang Kuo-ho, commandant des troupes chinoises au Tibet, révéla dans un article intitulé : « *Un nouveau Tibet se lève* » (*People's China*, 16 mai 1953) que la réforme agraire n'avait pas été introduite au Tibet.

Cependant, à partir de l'été 1956, les autorités chinoises cherchèrent à appliquer certaines « réformes sociales », notamment en nationalisant des terres appartenant aux lamas. Des protestations s'élevèrent et des manifestations éclatèrent en divers points du pays. A la fin de cette année, plusieurs dizaines de prêtres tibétains, qui avaient excité la population à se rebeller contre les communistes, furent arrêtés par les Chinois. Comme la tension montait de plus en plus, le Dalai-lama se rendit en Inde (janvier 1957). Officiellement, le motif du voyage était un pèlerinage bouddhiste, fait d'ailleurs avec l'autorisation de Pékin. Mais comme par hasard, Tehou En-lai arriva à peu près en même temps à New-Delhi. On apprit plus tard que des conversations avaient eu lieu entre les deux personnages et que le Dalai-lama avait obtenu du premier ministre chinois l'abandon des « réformes socialistes » et le retrait des troupes communistes du Tibet.

Le 27 février 1957, Mao Tsé-toung dans un discours célèbre — discours qui constitua un élément essentiel de la « campagne de rectification » — accorda une attention particulière aux « minorités nationales » (où les

troubles étaient de plus en plus fréquents) et déclara qu'« *au Tibet, les réformes démocratiques ne sont pas encore réalisées, car les conditions n'y sont pas encore mûres. Conformément à l'accord, composé de dix-sept articles, qui a été conclu entre le gouvernement central et le gouvernement local du Tibet, les réformes du régime social y seront nécessairement réalisées, mais on ne pourra prendre une décision sur les délais d'application des réformes qu'au moment où la plus grande partie des masses populaires du Tibet et leurs chefs le jugeront possible; dans ce domaine, on ne peut tolérer de précipitation. Actuellement, on a déjà pris la décision de ne pas appliquer de réformes durant le second quinquennat (1958-1962). Quant à la question de savoir si on réalisera les réformes au cours du troisième quinquennat, elle ne pourra être résolue qu'en tenant compte de la situation à ce moment-là.* »

A la lecture de ce texte, on pourrait croire qu'en affirmant que les « réformes démocratiques » ne seraient pas réalisées au Tibet avant le début du troisième quinquennat, Mao Tsé-toung admettait que l'opposition du Dalai-lama et des moines tibétains représentait, en quelque sorte, la volonté populaire du Tibet. En réalité, la promesse du chef communiste chinois coïncidait avec la fameuse « *Campagne des Cent fleurs* » et ne constituait, sans doute, qu'un des éléments de la nouvelle politique tentée par les dirigeants de la Chine populaire. Faut-il rappeler qu'au mois de juin les « *Cent fleurs* » étant fanées, toute la Chine se transforma en un gigantesque prétoire où régnerent la dénonciation, la délation et l'autocritique !

Néanmoins, en avril 1957, le général Chang Kuo-ho annonça que l'armée chinoise allait bientôt évacuer le Tibet. Deux mois plus tard, Radio-Pékin affirma que le retrait des cadres politiques et des troupes commençait. On ferma la plupart des écoles chinoises de Lhassa et plusieurs centaines de civils et de militaires regagnèrent effectivement leur pays.

C'est en décembre seulement que Pékin mit fin à cette équivoque savamment entretenue pour pouvoir détecter le plus grand nombre d'opposants à la présence chinoise au Tibet. Une mission politique dirigée par Wang Feng, membre du Comité central du P.C. chinois, vint s'installer à Lhassa afin d'y faire appliquer la nouvelle politique communiste. La campagne d'autocritique fut mise en vigueur parmi les responsables chinois et les dirigeants communistes tibétains. Les uns comme les autres — à l'image même de ce qui se passait à travers toute la Chine populaire — s'accusèrent des « *pires erreurs* », de « *hâte excessive* », d'« *avance aveugle* », etc.

La conséquence de ce « tournant » fut l'extension de la guérilla à travers tout le Tibet. De nombreux habitants, pour fuir les « tribunaux du peuple » gagnèrent les montagnes et rejoignirent les combattants Khamapas. Au printemps 1958, alors que ceux-ci faisaient des incursions jusqu'aux portes de

Lhassa, les autorités chinoises montrèrent leur véritable visage. La suspension des « réformes socialistes », déclarèrent-elles, n'avait été que momentanée. La transformation du Tibet et de son régime féodal doit de toute manière être opérée. Aussi, les années qui nous séparent du troisième plan quinquennal, seront-elles mises à profit pour « préparer les conditions du passage du Tibet au socialisme ». Désormais, l'éducation marxiste des cadres, de la population et même des enfants tibétains sera poussée intensément, etc.

A l'occasion du septième anniversaire de la « libération du Tibet », on força le Dalai-lama à dénoncer le « chauvinisme local et les activités révolutionnaires d'une bande d'insurgés vendus à l'impérialisme américain » et à glorifier le fait que « le gouvernement chinois avait apporté une aide financière et des moyens techniques considérables pour aider à améliorer le niveau de la population ».

Les propos tenus par le Panchen-lama furent du même acabit. Comme la résistance gagnait du terrain, Pékin ordonna au Dalai-lama de rétablir l'ordre, soit en négociant avec les « rebelles », soit en envoyant sa petite armée personnelle (cinq mille hommes) contre les Khampas. En outre, les communistes firent venir des renforts importants de Chine. L'hiver très rude arrêta les opérations militaires de part et d'autre. Dans la nuit du 19 mars 1959, des troubles sanglants éclatèrent à Lhassa, en même temps que des guérillas montaient à l'assaut de la ville. Celle-ci fut « pacifiée » après plusieurs jours de durs combats. Le Dalai-lama profita de ces troubles pour s'échapper du palais du Potala où les communistes chinois le maintenaient quasiment prisonnier, et se réfugia en Inde.

### Le Tibet devient une province chinoise

Officiellement, l'insurrection avait pris fin au Tibet, moins de dix jours après le soulèvement de Lhassa. « Toute résistance à l'intérieur du Tibet, écrivait le *Quotidien du Peuple* (6 juin 1959), est maintenant complètement et définitivement écrasée. » Et le journal communiste ajoutait que le peuple tibétain « s'étant enfin débarrassé des chaînes du féodalisme, s'engageait sur le nouveau chemin du socialisme ».

La réalité était évidemment différente. A la fin de juin, on devait apprendre que de nouvelles troupes chinoises avaient été envoyées dans l'est et le nord du Tibet où les combats se poursuivaient.

Lors de la première conférence de presse qu'il donna de son lieu d'exil, à Musoorie, le Dalai-lama apporta les précisions suivantes : « Quatre cent mille Chinois, civils et militaires, sont déjà installés au Tibet et quatre millions y seront bientôt. L'est et le nord du pays sont toujours sous le contrôle des Khampas et la lutte continue dans certains points du territoire. »

Parlant ensuite des souffrances endurées par son peuple, le Dalai-lama déclara : « Les

*Tibétains ont été divisés en trois groupes par les Chinois : ceux du premier groupe sont déportés en Chine et l'on ignore tout de leur sort ; ceux du deuxième groupe sont en arrestation au Tibet et subissent mille sévices ; ceux du troisième groupe, enfin, sont astreints à des travaux très lourds, faute de quoi ils ne reçoivent pas à manger. »*

Enfin, le Dalai-lama s'éleva contre les autorités qui dirigeaient le Tibet sous le contrôle des communistes chinois : « L'actuel gouvernement de Lhassa n'est qu'un gouvernement de fantoches et tous les pouvoirs sont aux mains des Chinois. Nous, peuple tibétain, ne le reconnaitrons jamais. » Et de conclure : « Je ne retournerai à Lhassa que si j'obtiens les droits et les pouvoirs détenus par le Tibet avant 1950. »

Face à cette attitude du Bouddha vivant, quelle fut la position communiste ? Dès le 28 mars 1959, Tchou En-lai avait affirmé que le Dalai-lama avait été « enlevé » par des moines tibétains « au service de l'impérialisme » et que le gouvernement de Lhassa avait « déchiré » l'accord de dix-sept articles. En conséquence de quoi, Pékin avait décidé de dissoudre le « gouvernement local du Tibet » et de transmettre tous ses pouvoirs et fonctions au « Comité préparatoire pour la région autonome du Tibet », organisme créé en 1955, et dont la présidence fut désormais assurée par le Panchen-lama et la vice-présidence par le général chinois Chang Kuo-ho, qui venait d'écraser l'insurrection de Lhassa.

Réuni du 28 juin au 17 juillet 1959, le « Comité préparatoire » publia, à l'issue de ses travaux, une résolution affirmant qu'à présent plus rien ne s'opposait à la « réalisation des réformes démocratiques au Tibet ». L'application de ces « réformes » allait s'étendre sur deux périodes. Durant la première période, indiquait le texte, « on mobilisera les masses, on mènera une campagne contre la rébellion, contre le travail forcé non rémunéré, contre l'esclavage et contre les loyers et les taux d'intérêts trop élevés ». Ceci visait évidemment les lamas que l'on accusait, d'autre part, de vouloir maintenir le « régime féodal ». Durant la seconde période, disait la résolution, on procéderait à la « redistribution des terres », les propriétaires « n'ayant pas pris part à la rébellion toucheront une indemnité ». Il était, en outre, précisé que les « personnalités de rang élevé » (moines dirigeant les lamasseries) « seraient autorisées à gagner leur vie et conserveraient leurs droits politiques, à condition de participer activement aux réformes démocratiques. »

La manœuvre était évidente : on retirait aux lamas leurs droits de propriétaires et, comme la plupart d'entre eux avaient participé ou soutenu l'insurrection, on leur enlevait, d'avance, toutes leurs prérogatives politiques. Ainsi, l'administration du pays passait aux mains des fonctionnaires tibétains pro-communistes et à des représentants de Pékin.

L'organe théorique du P.C. chinois, le *Houngci (Drapeau Rouge)* écrivait à ce propos,

dans son numéro de juin 1959 : « *La répression de la révolte et la dissolution de l'ancien gouvernement local a ouvert la voie à l'introduction des réformes démocratiques au Tibet... Le récent soulèvement a hâté la renaissance du peuple tibétain et ranimé chez les travailleurs leurs désirs de réformes démocratiques.* »

La transformation du Tibet en une province de la République populaire chinoise n'était donc, pour Pékin, plus qu'une question de temps. Le Panchen-lama devait d'ailleurs confirmer cette « évolution » en déclarant à un banquet, organisé à Pékin en son honneur par Chu Teh : « *La région tibétaine de notre patrie marche vers la lumière, sous la direction du Parti communiste et du président Mao Tsé-toung* » (25 septembre 1959).

### Application des « réformes démocratiques »

Décidés à imposer le régime populaire à toute la population tibétaine, les communistes chinois n'hésitèrent pas à entreprendre la destruction de toutes les structures politiques et sociales du Tibet. Comme les lamas et les lamasseries avaient, depuis toujours, constitué l'ossature du pays, c'est à une véritable campagne de persécution religieuse que l'on assista durant les mois et même les années qui suivirent le soulèvement de Lhasa.

Lors de la réunion du Comité permanent du Congrès du Peuple, réuni à Pékin en octobre 1959, le Panchen-lama avait déclaré à ce propos : « *La réforme démocratique est un combat révolutionnaire qui bouleverse ciel et terre. Elle s'opère par des moyens pacifiques, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faille pas stimuler les masses... Avec l'aide du peuple tibétain, les maîtres réactionnaires des serfs seront complètement isolés... La flamme du mouvement démocratique brûlera dans chaque village aux quatre coins du Tibet.* »

Afin que la « flamme démocratique » brûle mieux, on créa, le 20 décembre 1959, un « *Comité tibétain de la Conférence politique consultative populaire chinoise* » qui fut placé sous la direction du général Chang Kuo-ho. Il s'agissait, en fait, d'une « organisation de masse », comme il en existe dans toutes les républiques populaires, et qui était composée de représentants du Parti communiste et des mouvements para-communistes, tels la « *Fédération des femmes tibétaines* », la « *Ligue de la jeunesse tibétaine* », les « *Activistes de l'armée* » et les membres du clergé schismatique. Car, de la même manière qu'en Chine populaire, les communistes ont créé une église schismatique catholique, une église schismatique protestante et une église schismatique bouddhiste au Tibet; les Chinois disposent, à présent, de plusieurs centaines de lamas schismatiques qu'ils opposent aux représentants des autorités religieuses traditionnelles qui demeurent fidèles au Dalai-lama. C'est donc pour créer davantage de confusion dans l'esprit des masses tibétaines que les Chinois ont introduit des lamas schismatiques dans

le « *Comité tibétain de la Conférence consultative populaire chinoise* ». Ces prêtres schismatiques s'empressent de dénoncer le « caractère féodal » des communautés religieuses et de réclamer des sanctions contre certains lamas, accusés d'entretenir des relations avec « les impérialistes étrangers » et les « réactionnaires indiens ».

Au début de 1960, le général Chang Kuo-ho « invita » tous les militants des différentes « organisations de masse » qui font partie du Comité à se montrer vigilants à l'égard des activités des milieux religieux. En même temps, toujours dans le cadre de la campagne des « réformes démocratiques », les communistes chinois firent circuler des brochures et des publications à travers lesquelles ils cherchaient à montrer combien les lamas utilisaient la religion pour imposer leur domination politique. L'une de ces brochures dénonçait, sans exception, toute la communauté des lamas et des moines restés fidèles au Bouddha vivant, « *qui sont, précisait le texte, plus féroces que des bêtes sauvages* ». Et l'auteur de la brochure donnait les directives suivantes : « *Nous devons lutter résolument et détruire complètement, en les réduisant en atomes, les forces de ces monastères et de ces institutions cléricales, et tous ces potentats qui se sont nommés eux-mêmes. Si nous éparpillons cette grande montagne de potentats qui ne tiennent leur autorité que d'eux-mêmes, qui marchent sur la nuque du peuple ordinaire, nous pourrons établir désormais le bonheur final du peuple tibétain ordinaire sous la direction communiste. S'il y en a encore qui parlent de dieux, le dieu en qui je crois est le communisme.* »

En même temps qu'ils poursuivaient — et poursuivent toujours — leur campagne anti-religieuse, les communistes chinois réalisaient diverses « réformes démocratiques » tant sur le plan administratif qu'économique et social.

Réunie le 22 avril 1960, la quatrième session plénière du « *Comité préparatoire de la région autonome du Tibet* » entendit le rapport présenté par le Panchen-lama dans lequel celui-ci décrivait les « réformes démocratiques » déjà introduites au Tibet. En résumé, on peut dire que la plupart des « réformes » qu'a connu la Chine populaire durant ces dernières années ont été appliquées au Tibet. Confiscation et distribution des terres, puis formation d'« équipe d'entraide agricole » et collectivisation, enfin introduction des premières « communes populaires ».

En ce qui concerne l'administration, le Panchen-lama a précisé qu'un « *système d'administration démocratique, auquel participent des lamas appartenant à tous les échelons hiérarchiques, a été établi dans les monastères après abolition des privilèges et de l'exploitation féodaux* », car « *ce n'est qu'en déracinant complètement le système féodal du serfage, en appliquant les réformes démocratiques, et en suivant la voie socialiste que nous pourrons faire disparaître la pauvreté et tirer le Tibet de son état arriéré...* ».

Quant aux principales « tâches » qui restent à accomplir, le Panchen-lama les a définies de la façon suivante :

« 1) Compléter, dans les régions agricoles et semi-agricoles, la distribution des terres. Abolir, dans les régions d'élevage, les privilèges féodaux, le servage, et le travail forcé non-rémunéré.

« 2) Lancer une campagne pour l'augmentation de la production avec pour objectifs une récolte record de l'agriculture, une augmentation considérable des têtes de bétail, et l'amélioration des conditions de vie des paysans et pasteurs.

« 3) Consolider la dictature démocratique du peuple.

« 4) Continuer à établir des gouvernements populaires à tous les niveaux, et améliorer leur fonctionnement.

« 5) Former des fonctionnaires en grand nombre.

« 6) Elever le niveau des travaux dans les domaines financier et économique.

« 7) Simultanément avec l'augmentation de la production, pratiquer l'économie et encourager les innovations techniques. »

Et il a conclu par ces mots, qu'il est tout de même étonnant de trouver dans la bouche d'une autorité religieuse :

« Sur la base de l'application des réformes démocratiques, nous devons entreprendre la transition vers le socialisme afin que la révolution puisse aller de victoire en victoire... »

### La résistance continue

On conçoit que ces transformations profondes, ainsi que les méthodes inhumaines utilisées par les communistes chinois au Tibet, aient provoqué une opposition de plus en plus violente de la part de la population locale. Si un nouveau soulèvement de Lhassa n'est plus possible à l'heure actuelle — les Chinois ayant installé des unités militaires très nombreuses dans la capitale et dans la plupart des villes — il n'en reste pas moins que là où l'autorité chinoise ne peut s'exercer que difficilement par suite des conditions géographiques, la résistance ne fait que croître. Au mois de mai 1960, le « Comité préparatoire » fut obligé de reconnaître qu'on avait acheminé « des matériaux dont on a besoin dans diverses parties du Tibet pour lutter effectivement dans le cadre de la répression de la révolte tibétaine et pour réaliser les réformes démocratiques et autres opérations constructives ».

Au mois de juin 1960, on devait apprendre que des renforts importants avaient été envoyés de Chine au Tibet et que de violents combats opposaient les troupes communistes aux « rebelles », notamment dans la région limitrophe du Népal.

Sur le plan plus particulier de la réforme

agraire, le vice-président du « Comité tibétain de la Conférence consultative populaire chinoise » admit dans son rapport de novembre 1960, que si « en général la situation était très favorable », il n'en restait pas moins que dans un « certain nombre de régions, le programme des réformes démocratiques n'avait pu être achevé » et qu'il avait fallu le « réviser par suite d'une opposition persistante de la tendance droitiste ».

Enfin, durant l'hiver dernier, divers bruits ont couru sur une tentative d'évasion du Panchen-lama. Celui-ci serait désormais gardé à vue par des soldats chinois dans une lamaserie proche de la frontière sino-tibétaine. Le palais du Potola, à Lhassa, a été fermé, tandis que des fonctionnaires civils et militaires chinois s'installaient, de plus en plus nombreux, dans la capitale. Des milliers d'habitants tibétains se sont enfuis dans les montagnes ou ont été déportés en Chine.

Ce qui aggrave actuellement la situation au Tibet, c'est la famine aiguë qui y règne depuis plusieurs mois. Une des causes serait la présence de colons que l'on a amenés de Chine et qui sont obligés de vivre sur le pays — ainsi que l'armée communiste chinoise — alors que précédemment la plupart des approvisionnements arrivaient de Chine. La crise agricole qui bouleverse actuellement la République populaire chinoise ne permet pas évidemment d'exporter vers le Tibet toutes les denrées alimentaires dont ce pays a aujourd'hui besoin.

Quelle que soit l'évolution de la situation au Tibet, il est important de souligner qu'alors que la plupart des peuples colonisés accèdent à l'indépendance, il existe, aujourd'hui, au centre de l'Asie, un territoire immense soumis à l'impérialisme le plus inhumain que l'on ait connu depuis longtemps dans l'histoire des hommes, celui de la Chine communiste.

NICOLAS LANG.

Tous les renseignements contenus dans EST & OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur, toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à EST & OUEST, 86, boulevard Haussmann, Paris (8<sup>e</sup>).